

REPUBLIQUE DU BENIN

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique



UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES
ET DE GESTION



Mémoire présenté en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de
LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCE ECONOMIQUE

Option : Economie

Spécialité : Statistique et Econométrie

THEME :

**CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT
PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE**

Présenté par :

KPONOUKON Z. Pacôme

&

HOUNSA K. Josué

Sous la Direction de :

Directeur de mémoire

Dr. TOBOSSI Cossi Gilles
Enseignant à la FASEG

Maître de stage

HOUNNOUGA Gladys
Chef Division Comptabilité
au Service Epargne

ANNEE SCOLAIRE : 2014-2015

AVERTISSEMENT

**LA FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE
GESTION DE L'UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI
N'ENTEND DONNER AUCUNE APPROBATION NI
IMPROBATION AUX OPINIONS EMISES DANS CE
MEMOIRE. CES OPINIONS DOIVENT ETRE
CONSIDEREES COMME PROPRES A LEURS AUTEURS.**

DEDICACE I

Je dédie ce travail à :

 mon père HOUNSA K. Joël et

 ma mère ADOMEY Félicité

Josué K. HOUNSA

DEDICACE II

Je dédie ce travail à :

 ma mère AZANKPO Madeleine et

 mon père KPONOUKON Gabriel

Pacôme Z. KPONOUKON

REMERCIEMENTS

Le remerciement est le témoignage vivant d'une satisfaction profondément éprouvée. C'est l'aveu d'une gratitude infinie. Et cet aveu nous le faisons:

- Au Professeur **charlemagne Babatundé IGUE**, Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion ;
- Au Docteur **Augustin Foster CHABOSSOU**, Vice-Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion ;
- Au Docteur **TOBOSSI Cossi Gilles**, enseignant à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion qui a accepté diriger ce travail. Votre savoir, votre rigueur scientifique, votre simplicité et votre dévouement font de vous un maître prestigieux et respecté.
- A Monsieur **Emmanuel YAYI**, qui nous a témoigné d'une disponibilité inattendue, qui tout au long des recherches s'est employé à nous inculquer la rigueur dans l'analyse, la clarté et la concision dans la présentation. Qu'il accepte ici l'expression de notre sincère gratitude ;
- Aux honorables membres du jury, c'est un honneur que vous nous faites en acceptant d'apprécier ce travail. Nous restons persuader que vos critiques et suggestions ne feront que l'enrichir ;
- Aux différents enseignants de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion et de tous ceux qui sont intervenus dans notre formation.
- A Monsieur **ODON VALLET** (CAEB, Fondation de la France) pour les dons qu'il nous a offerts durant notre étude ;

Notre stage à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) s'est déroulé avec beaucoup d'échanges et de convivialité. Nous y avons bénéficié de conditions de travail très adéquates. Nous tenons par conséquent à remercier particulièrement :

- Monsieur **OLOU Job** Directeur Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour nous avoir gracieusement accueillis dans sa structure ;

, nous remercions, tout le personnel de (DGTCP)

Nos remerciements s'adressent à notre maître de stage, **HOUNNOUGA Glawdys**, qui a manifesté sa disponibilité en nous encadrant tout au long de notre stage.

- Un grand merci à nos **frères et sœur, oncles, tante** et à toutes les familles **KPONOUKON** et **HOUNSA** pour tout l'amour et le soutien que vous avez pour nous. Enfin, nous exprimons nos gratitude à tous nos camarades de la troisième promotion de la Statistique et de l'Econométrie pour ces bons moments que nous avons passés durant ces trois années dans la paix, la solidarité et le travail.

SIGLES ET ABREVIATIONS

BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIPEN	:	Bilan et Perspectives à court et à moyen terme de l'Economie Nationale
CAS	:	Centre de Promotion des Investissements
CPI	:	Crédits d'Ajustement Structurels
CVEF	:	Cellule de Veille Economique et Financière
DSRP	:	Document de Stratégie et de la Réduction de la Pauvreté
DGAE	:	Direction Générale des Affaires Economiques
DW	:	Durbin Watson
FASR	:	Facultés d'Ajustement Structurelles Renforcées
FBCF	:	Formation Brute du Capital Fixe
FCFA	:	Franc de la Communauté Francophone Africaine
FMI	:	Fonds Monétaire International
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
MCE	:	Modèle à Correction d'Erreur
MCO	:	Moindre Carrés Ordinaires
MEF	:	Ministère de l'Economie et des Finances
NEPAD	:	Nouveau Partenariat pour le Développement Economique en Afrique
OMD	:	Objectif du Millénaire pour le Développement
OSD	:	Orientation Stratégique de Développement
PAS	:	Programme d'Ajustement Structurel
PIB	:	Produit Intérieur Brut
SCRIP	:	Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Signes attendus des variables du modèle30

Tableau 2 : Synthèse des résultats des tests de stationnarité à niveau38

Tableau 3 : Synthèse des résultats des tests de stationnarité en différence première39

Tableau 4 : Résultat du test de cointégration40

Tableau 5 : Résultats de l'estimation de la relation de long terme.41

Tableau 6 : Résultats de l'estimation du MCE42

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du PIB réel au Bénin de 1984 à 2014.....35

Graphique 2 : Evolution de l'investissement privé au Bénin de 1984 à 2014.....36

Graphique 3 : Etude comparative de l'investissement privé et de PIB_r.....37

Graphique 4 : Etude comparative de l'investissement privé et de l'investissement public...38

SOMMAIRE

INTRODUCTION-----	Erreur ! Signet non défini.
CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE ET INSTITUTIONNEL DE STAGE. -----	4
SECTION I: CADRE INSTITUTIONNEL DE STAGE -----	5
Paragraphe 1 : Présentation et attributions de la DGTCP-----	5
SECTION II : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE-----	17
Paragraphe 1 : Problématique, Objectifs et hypothèses de recherche -----	17
Paragraphe 2 : la revue de littérature-----	19
CHAPITRE II: CADRE METHODOLOGIQUE, PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS-----	27
SECTION I : CADRE METHODOLOGIQUE-----	28
Paragraphe 1 : Méthodes d'analyse-----	28
Paragraphe 2 : Nature et sources des données -----	34
SECTION II : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS-----	34
Paragraphe 1 : Présentation des résultats-----	34
Paragraphe 2 : Analyse économique des résultats et vérification des hypothèses -----	44
RECOMMANDATIONS -----	47
CONCLUSION -----	48
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES-----	50
ANNEXES-----	A
TABLE DES MATIERES -----	Q

RESUME

L'investissement en général et l'investissement privé en particulier, constitue l'une des composantes essentielles d'une nation de par sa contribution à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB). Mais peu de travaux empiriques se sont intéressés à l'impact de l'investissement privé sur la croissance économique. C'est dans cette optique que la présente étude s'est donné comme objectif de faire ressortir l'impact de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin. Au moyen d'un modèle à correction d'erreur, la recherche montre que l'investissement privé, l'investissement public et la population totale ont un impact positif et significatif à long terme. Pour en arriver à ces résultats, nous sommes partis d'une part de deux objectifs spécifiques à savoir, comparer l'impact de l'investissement privé et publique par rapport à la croissance du PIB, déterminer l'influence de l'investissement privé sur la croissance du PIB au Bénin dans la période qui s'étend de 1984 à 2014. D'autre part, deux hypothèses ont sous-tendu les objectifs en nous révélant que l'investissement privé influence plus la croissance du PIB que l'investissement public au cours de cette période et que l'investissement privé a eu un impact positif et significatif sur la croissance du PIB au Bénin. Enfin, il nous a paru nécessaire de faire quelques suggestions à savoir, développer les infrastructures de qualité nécessaire à l'accroissement de l'investissement privé, de promouvoir la transparence et l'efficacité de l'administration fiscale et principalement améliorer leur taux d'imposition.

Mots-clés : Investissement privé, la croissance économique et le modèle à correction d'erreur.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Les performances économiques des pays subsahariens depuis les années 80, ont été mauvaises et constituent un véritable problème pour la communauté internationale. Malgré les multiples réformes opérées grâce à l'appui du Fonds Monétaire International (FMI) à travers les Facultés d'Ajustement Structurelles Renforcées (FASR) et de la Banque Mondiale (BM) à travers des Crédits d'Ajustement Structurels (CAS), les pays d'Afrique subsaharienne sont loin d'avoir résolu les problèmes économiques et on parle dans la littérature économique de tragédie africaine ou de la marginalisation de l'Afrique.

Loin d'échapper à cette tragédie, le Bénin a traversé au cours des années 80 une crise économique et financière caractérisée par une baisse de la croissance, un déficit chronique des finances publiques, un faible taux d'investissement et une perte de la compétitivité. Cette situation a contraint l'Etat à mettre en œuvre dès 1989 un programme de restructuration économique. Un bref aperçu de l'application des différents Programmes d'Ajustements Structurels (PAS) recommandés au Bénin et mettant l'accent entre autre sur la privatisation des entreprises d'Etat, fait apparaître des résultats peu favorables. Ainsi l'indice de pauvreté s'est accru passant de 28,5% en 2002 à 36,5% en 2006 (in SCRP) et le taux d'investissement demeure à environ 17%, taux insuffisant pour réaliser une croissance forte et durable, et largement inférieur aux 30% réalisés par les pays enregistrant des taux de croissance à deux chiffres.

Face à cette contre performance du Bénin et des pays africains en général, il est admis dans le plan du Nouveau Partenariat pour le Développement Economique en Afrique (NEPAD), adopté en 2001, que la réduction de la pauvreté exige une augmentation soutenue du taux de croissance économique qui devrait atteindre un minimum de 7,2% par an. C'est dans cette même lancée que l'insuffisance des investissements privés a été identifiée comme l'un des obstacles clés au développement de l'Afrique et il fût alors conçu un programme prioritaire d'investissement afin de réduire le gap entre l'Afrique et les pays développés.

En dépit des résultats obtenus, la croissance économique se révèle insuffisante et il apparaît de toute évidence que l'économie du Bénin demeure fragile. Avec ce constat, la question essentielle qu'il convient de poser est celle-ci : La croissance économique est-elle possible en absence de l'initiative privée ? La fonction de production traditionnelle est l'outil d'analyse économique qui fournit la réponse à cette question. En effet, grâce à l'école néoclassique et la théorie keynésienne, on sait que l'investissement privé est un facteur important pour la croissance

économique. En dehors des autres facteurs clés, la croissance économique reste possible à condition que l'investissement privé s'améliore de manière substantielle et compense la chute des autres facteurs. Est-il possible de retrouver cette prédiction théorique dans le cas du Bénin ? C'est ce à quoi va s'atteler la présente étude. C'est pourquoi son intitulé « **CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN** » représente un sujet de pertinence actuelle.

Le présent mémoire s'articule donc autour de deux chapitres : le premier aborde le cadre théorique et institutionnel de la recherche et le second procède au cadre méthodologique, présentation et analyse des données empiriques afin d'aboutir à des recommandations.

CHAPITRE I

CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE ET INSTITUTIONNEL DE STAGE.

Le présent chapitre exposera d'abord dans une première section le cadre théorique de l'étude et ensuite la seconde s'attachera au cadre institutionnel de stage

SECTION I: CADRE INSTITUTIONNEL DE STAGE

Le présent chapitre présente le cadre institutionnel de l'étude. Il est reparti en deux sections. La première présente la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) et énonce ses attributions. La deuxième renseigne sur les conditions de déroulement du stage.

Paragraphe 1 : Présentation et attributions de la DGTCP

Cette section, divisée en deux parties, présente dans un premier paragraphe la DGTCP, puis dans un second paragraphe les différentes attributions de la direction.

1.1. Historique et missions de la DGTCP

➤ Historique

Le Trésor Public béninois a été créé par la Loi n°61-35 du 14 août 1961, portant création du Trésor National du Dahomey (TND). Conformément au décret n°694/PR/MFE du 17 février 1969 portant organisation des services du trésor de la république, il est devenu Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique (DTCP) ayant à sa tête un directeur, comptable supérieur et unique de l'Etat. A ce jour, il est appelé Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP). Les missions successives qui lui sont conférées à travers la pluralité des textes dont le plus récent est le Décret n°2008-111 du 12 mars 2008 portant attributions, organisations et fonctionnement (AOF) du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) n'ont pas pour autant modifié sa fonction première en ce qui concerne la centralisation des opérations financières et budgétaires de l'Etat.

➤ Missions

Conformément aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté n°1188/MF/DC/SGM/DA du 14 décembre 1998 portant attribution, organisation et fonctionnement de la DGTCP, la DGTCP a

deux missions essentielles. Il s'agit de la mission « Trésor » et la mission « Comptabilité Publique ».

Au titre de la mission « Trésor » la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique est chargée :

- de gérer la trésorerie de l'Etat ;
- d'étudier et de suivre les problèmes liés à la trésorerie de l'Etat et de procéder aux arbitrages nécessaires ;
- de proposer et de mettre en œuvre la politique financière de l'Etat;
- de réaliser l'équilibre des ressources et des charges publiques dans l'espace et dans le temps ;
- d'émettre et de négocier les effets publics ;
- de gérer le portefeuille de titres de l'Etat ;
- d'exécuter, en collaboration avec l'Institut d'émission, la politique monétaire de l'Etat.

Au titre de la mission « **Comptabilité Publique** » la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique est chargée :

- d'animer ses services extérieurs dont la fonction essentielle est l'exécution des opérations budgétaires de l'Etat et des Collectivités Publiques ;
- d'initier ou d'étudier tous les dossiers relatifs à la réglementation, à l'organisation et au fonctionnement de tous les services comptables de l'Etat ou des autres collectivités publiques ;
- de centraliser les comptes de tous les comptables publics ;
- d'élaborer le compte général de l'Administration centrale ;
- d'assurer la reddition du compte de gestion de l'Etat ;
- de mettre en état d'examen les comptes de gestion des comptables du Trésor et d'en assurer la transmission à la chambre des comptes de la Cour Suprême.

La DGAE, Direction Générale des Affaires Economiques est l'une des directions techniques du Ministère de l'Economie et des Finances. Elle a été consacrée par les dispositions de l'article 56 du décret n°2005-110 du 11 mars 2005 portant attributions, Organisations et

Fonctionnement du ministère des Finances et de l'économie. Située à Cotonou, dans la zone administrative derrière la Direction du Trésor, elle cohabite dans le même immeuble que la Direction Générale des Impôts et Domaines.

La Direction Générale des Affaires Economiques est organisée en (05) directions opérationnelles :

- ✓ La Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat(DGCPE) ;
- ✓ La Direction des Assurances(DA) ;
- ✓ La Direction de l'Intégration Régionale(DIR) ;
- ✓ La Direction de la Prévision et de la Conjoncture(DPC) ;
- ✓ La Direction de la Promotion Economique(DPE) ;

Outre ces directions, il est rattaché à la Direction Générale des Affaires Economiques, le Secrétariat Permanent du Comité National de Politique Economique(CNPE) et la Cellule de Veille Economique et Financière(CVEF). Par ailleurs, la direction dispose également d'un service administratif et financier, d'un service informatique et d'un service chargé de la coordination des réformes économiques.

SRC : Service de la Réglementation et des Contentieux ;

SEC : Service des Etudes et du contrôle ;

SC : Service de la Coopération ;

CPFA : Centre Professionnel de Formation à l'Assurance ;

SPS : Service des Politiques Sectorielles ;

SEC : Service des Echanges Commerciaux ;

SAAFPJ : Service des Affaires Administratives, Financières, Politiques et Juridiques ;

SEEE : Service des Etudes de l'Environnement des Entreprises ;

SRSIAI : Service de la Réglementation et du Suivi des Accords Internationaux ;

SDIE : Service de la Diffusion de l'Intégration Economique ;

SPEF : Service de la Programmation Economique et Financière ;

SSBAC : Service du Suivi Budgétaire et de l'Analyse Conjoncturelle ;

SES : Service des Etudes et Statistiques.

1.2. Organisation et Fonctionnement

❖ Organisation de la DGTCP

Conformément aux dispositions de l'article 68 du décret n°2008- 111 du 12 Mars 2008 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Economie et des Finances, la **DGTCP** comprend les services centraux, les directions techniques et les services extérieur

➤ Les Services organisationnels

Il s'agit des services centraux et des directions techniques :

- Services centraux

Ce sont :

- ✓ l'Inspection Générale des Services (IGS) ayant pour mission d'exercer un contrôle général sur l'exacte application des règles de la comptabilité publique et des dispositions de lois et règlements en vigueur relatifs aux opérations financières de l'Etat et celles des autres organismes publics.
- ✓ le Centre de Formation Professionnelle du Trésor (CFPT) en liaison avec la Direction de la Gestion des Ressources, est chargé d'assurer la formation professionnelle, le perfectionnement et le recyclage des agents de la **DGTCP**.

➤ Directions techniques.

Elles sont divisées en Bureaux ou en services. Les Bureaux et les services à leur tour sont subdivisés respectivement en sections et en division. Il s'agit de :

- ✓ la Direction des Affaires Monétaires et Financières (**DAMF**)

La **DAMF** assure :

- la gestion de la trésorerie de l'Etat ;

- l'analyse et les synthèses financières de la Direction Générale des Affaires Economiques (aujourd'hui Direction Générale de l'Economie) ;
- la recherche de financements publics ;
- l'émission et la négociation des effets publics ;
- la prise et la gestion des participations ;
- le suivi des problèmes liés à la balance des paiements ;
- la détermination et le suivi de la politique des changes ;
- le suivi des entreprises du secteur public et parapublic ;
- les relations avec les banques ;
- le suivi de l'amortissement de la dette publique ;
- l'étude des agrégats macro-économiques, en liaison avec la Direction de la Prévision.

Pour assurer ces différentes missions, la DAMF est subdivisée en quatre (04) Bureaux à savoir :

- le Bureau de la Trésorerie et des Affaires Budgétaires (BTAB) ;
- le Bureau de la Dette et du Financement (BDF) ;
- le Bureau de la Monnaie et du Crédit (BMC) ;
- le Bureau des Relations Financières Internationales (BRFI).

➤ la Direction des Etudes et de la Réglementation Comptable (DERC)

Elle est chargée d'étudier toutes les questions relatives à l'organisation ; au fonctionnement des services, à la modernisation de leur méthode de travail. Elle élabore, diffuse et contrôle la mise en œuvre des textes se rapportant à la comptabilité publique et procède à l'analyse financière et comptable des documents économiques et financiers. Elle comporte trois (03) Bureaux à savoir :

- le Bureau de l'Organisation et de la Réglementation en matière de Dépenses et de Recettes (BORDR) ;
- le Bureau de la Réglementation et de l'Organisation Comptable (BROC) ;
- le Bureau de la Modernisation des Méthodes de Travail (BMMT).

➤ la Direction de la Centralisation des Comptes de l'Etat (DCCE)

Elle est chargée de centraliser les comptes de tous les comptables publics et d'élaborer le compte général de l'Administration centrale qu'elle transmet à la Chambre des Comptes de la

Cour Suprême. Elle procède également à l'analyse comptable des résultats, à la confection des agrégats des finances publiques et à la mise en état d'examen des comptes de gestion de l'Etat et des collectivités territoriales. Elle compte deux (02) Bureaux à savoir :

- le Bureau de la Centralisation Comptable (BCC) ;
- le Bureau de Mise en état d'Examen des Comptes (BMEC).

➤ La Direction de la Gestion des Ressources (DGR) :

la Direction de la Gestion des Ressources (DGR), en liaison avec la Direction de l'Administration du Ministère chargé des finances, s'occupe de toutes les questions relatives à la gestion des ressources humaines et des moyens matériels, à l'organisation et à la conservation des articles. Elle prépare et exécute le budget de la DGTCF. Elle compte trois (03) Bureaux à savoir :

- le Bureau du Personnel (BP) ;
- le Bureau du Matériel et des Archives (BMA) ;
- le Bureau des Moyens Financiers (BMF)

➤ Les services extérieurs

Encore appelés services opérationnels, ils sont constitués par l'ensemble des unités comptables opérationnelles du Trésor réparties en trois réseaux :

- ✓ la Recette Générale des Finances (RGF) : Conformément aux

Dispositions de l'article 70 du décret n°2008- 111 du 12 Mars 2008 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Economie et des Finances, la RGF est devenue une Direction Technique de la DGTCF. Elle est animée par le Receveur Général des Finances, comptable Principal de l'Etat. Elle est chargée des opérations budgétaires de l'Etat, d'opérations non budgétaires et de trésorerie, de la reddition du compte de gestion de l'Etat, de la mise en état d'examen des comptes de gestion des collectivités locales et de leur transmission à la DCCE. La RGF comprend sept (07) services à savoir :

- ✓ le Service de la Recette (SR) ;
- ✓ le Service de la Dépense (SD) ;
- ✓ le Service de la Trésorerie (ST);
- ✓ le Service de la Comptabilité (SC) ;

- ✓ le Service de la Solde (SS) ;
- ✓ le Service des Collectivités Locales (SCL) ;
- ✓ le Service Epargne (SE)
- Recettes des Finances (RF) : ce sont des unités comptables à

L'échelon départemental. Le Receveur des Finances est un comptable secondaire de l'Etat réalisant pour le compte du comptable principal, des opérations comptables de l'Etat constatées dans les Recettes perceptions de son arrondissement financier. Il centralise les fonds provenant de l'ensemble des autres réseaux comptables ;

- Les Recettes Perceptions (RP) : ce sont les unités comptables de

Base. Le supérieur hiérarchique direct du Receveur Percepteur est le Receveur des Finances situé dans le même arrondissement financier.

❖ Fonctionnement

Le fonctionnement du Trésor s'apprécie à travers deux types de fonctions qu'il assure: les fonctions traditionnelles et les fonctions modernes.

➤ Fonctions traditionnelles

Le Trésor public béninois était chargé à l'origine du recouvrement des recettes, du paiement des dépenses (rôle caissier) et de la gestion des comptes de l'Etat (rôle de comptable).

✓ Rôle de caissier de l'Etat

Dans son rôle de caissier de l'Etat, le Trésor Public détient les deniers publics, effectue les opérations d'exécution de la loi de finances ainsi que celles des budgets des collectivités locales dont la réalisation est assurée par les comptables publics aussi bien en recettes qu'en dépenses. Ces opérations concernent les charges permanentes de l'Etat et le Trésor Public s'emploie à cet effet à ajuster l'ensemble des recettes et des dépenses.

➤ Fonctions modernes

La mise en œuvre de la fonction bancaire du Trésor s'apprécie sur deux La mise en œuvre de la fonction bancaire du Trésor s'apprécie sur deux (02) rôles essentiels à savoir : le rôle monétaire et le rôle d'intermédiaire financier.

✓ Rôle de comptable de l'Etat

Le Trésor Public est le comptable de l'Etat. A cet effet, il est responsable de la réglementation de la comptabilité publique, de l'exécution comptable des opérations budgétaires, des opérations de trésorerie pour le compte de l'Etat, des collectivités locales et organismes publics.

Il est en outre chargé de la centralisation des comptes de tous les comptables publics, de l'élaboration du compte général de l'Administration Centrale des Finances et transmet sa gestion à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême.

➤ Fonctions modernes

La mise en œuvre de la fonction bancaire du Trésor s'apprécie sur deux La mise en œuvre de la fonction bancaire du Trésor s'apprécie sur deux (02) rôles essentiels à savoir : le rôle monétaire et le rôle d'intermédiaire financier.

✓ Rôle monétaire

Le Trésor public suscite l'émission de la monnaie centrale par les titres représentatifs de sa dette publique à court terme acquis par les banques et renforcés par celles-ci sur le marché monétaire.

Dans le cadre de leurs activités, les banques constituent leur portefeuille d'effets publics en consentant un crédit à court ou à moyen terme à l'Etat.

Par ailleurs, les Bons du Trésor en compte courant acquis par les banques sont financés sur les ressources purement monétaires. Lorsque les banques sont astreintes à des normes de croissance de la masse monétaire, leur achat de ces bons est généralement le moyen le plus efficace pour le faire. Dans ce cas, le Trésor public est à l'origine de l'émission de la monnaie.

Enfin, il faut signaler que la participation du Trésor public dans le processus de la création monétaire est infime.

✓ Rôle d'intermédiaire financier

Le Trésor public collecte l'épargne et se présente comme un important investisseur sur le marché financier. L'arrêté n°1188/MF/DC/SGM/DA du 14 décembre 1998 portant attributions, organisation et fonctionnement de la DGTCP, dispose en son article 32 que le Bureau de la Monnaie et du Crédit (BMC) de la DAMF est chargé du suivi des banques primaires et des établissements financiers et assure, en rapport avec la BCEAO, le respect de la réglementation bancaire.

La tutelle des activités de banque et des bourses est assurée par le Trésor public en contrôlant le marché des capitaux et en définissant la politique de crédit. Toutefois, il n'est pas soumis aux mêmes règles que les autres banques primaires.

En définitive, le Trésor public est la personnification financière de l'Etat par conséquent, il est à l'origine des décisions réglementant le secteur bancaire.

Après cette brève présentation de la DGTCP nous allons décrire les observations de stage et faire cas des atouts et faiblesses constatés.

1.3. Contexte et déroulement du stage

✓ Contexte

Dans le cadre de la formation pour l'obtention des crédits associés au diplôme de Licence Professionnelle en Science Economique, il est fait obligation aux étudiants de faire un stage pratique de trois mois au maximum dans une institution ou entreprise compétente après la formation théorique. Ce stage a pour objectif de permettre à l'étudiant non seulement de confronter les connaissances théoriques acquises avec la pratique, mais aussi et surtout d'identifier un sujet de mémoire à partir des différents problèmes auxquels la structure d'accueil est confrontée. Le mémoire professionnel réalisé dans ce cadre est donc une contribution de l'étudiant à l'accroissement des performances de la structure.

✓ Déroulement du stage

Au cours de ce stage de trois mois au sein de la DGTCP, nous avons été affectés au niveau du service épargne. Au niveau du service épargne l'essentiel de l'activité bancaire du trésor se fait dans ce service qui fait partie des huit (08) services de la RGF et offre d'importantes prestations à l'administration.

Pour atteindre ces objectifs, quatre (4) divisions le composent.

Il s'agit de :

- la division des relations publiques et du contentieux (DRPC) ;
- la division de la gestion des comptes (DIGEC) ;
- la division de la comptabilité (DC) ;
- la division informatique et du crédit (qui n'est pas encore fonctionnelle)

a- La division des relations

Elle est chargée des relations avec le public, de la promotion des produits du Trésor et du contentieux relatif à la gestion des comptes. A la DRPC, nous avons procédé à :

- la mise à jour des comptes;
- la gestion des chéquiers ;
- l'inscription des numéros de compte sur chaque feuillet de chèque à la demande des chéquiers par les usagers.
- l'ouverture et la fermeture des comptes des administrations de l'Etat.

b- La division de la gestion des comptes (DIGEC)

Elle est chargée du traitement des chèques et des opérations de crédit. Ces derniers sont émis par les régisseurs et sont présentés au guichet de la division de la gestion des comptes puis subissent divers traitements selon leur nature, soit à mettre en paiement, soit pour la certification, soit pour la compensation et enfin par fax.

1- Les chèques mis en paiement

Pour une opération de paiement, comme dans les banques primaires, les chèques mis en paiement sont d'abord déposés au guichet. Ensuite on cherche les comptes correspondant au numéro de compte inscrit sur les chèques. On fait le dispatching de ses chèques aux agents de section qui sont tenus de les traiter. Ces derniers vérifient la conformité de l'identité du porteur du chèque à celle du bénéficiaire, la disponibilité dans le compte, la conformité des signatures et la concordance du montant en chiffres et en lettres et mettent leur paraphe sur chaque chèques. Après la saisie des chèques dans le logiciel FLEURETTE++, le chef de division passe à la vérification, valide et met son paraphe sur chaque chèque. Le chef service à son tour procède à la validation en inscrivant la mention « VU BON A PAYER », met son paraphe et enfin le chèque est envoyé au guichet pour le paiement. Traitement des moyens de paiement par le trésor public béninois : cas des chèques du service épargne

2 - Les chèques certifiés

Un chèque certifié est un chèque dont la provision est disponible au préalable et bloquée au profit du bénéficiaire pendant un délai de huit (08) jours (délai légal). Les chèques certifiés suivent le même processus que les chèques mis en paiement. Mais il faut remarquer qu'au lieu du cachet « Vu, Bon à payer » on y appose le cachet « Certifié ».

Le blocage de la provision est définitif au service épargne par le jeu débit du compte du tireur, semblable à la pratique actuelle dans la plupart des banques primaires de la place.

Notons que les chèques dont les montants sont supérieurs à **deux (2 000000) millions** pour les personnes morales sont certifiés et ceux dont les montants sont supérieurs à **dix (10 000000) millions** pour les personnes physiques sont certifiés ou sont envoyés à la caisse de la trésorerie pour paiement selon l'ordre du bénéficiaire.

3- Les chèques compensés

Les chèques du trésor certifiés déposés à la banque par les bénéficiaires reviennent à la DIGEC accompagnés d'un bordereau récapitulatif mentionnant tous les chèques du trésor reçus par la banque concernée pour la compensation. Ces chèques sont vérifiés à nouveau, retraités à la DIGEC et sont envoyés à la trésorerie accompagnés du bordereau de chaque banque et des bordereaux tirés par la DIGEC. La trésorerie à son tour vérifie la conformité des chèques et des bordereaux reçus, passe à nouveau au traitement, tire d'autre bordereaux, remplit leur chèque de la BCEAO puis les amène à la télé-compensation. Du retour de la télé-compensation, les chèques du Trésor public reçus sont transcrits dans un registre « Compensation » et positionnés dans les comptes concernés avec saisie à l'ordinateur.

4- Chèques faxés

Ces chèques proviennent des recettes des finances ou des départements qui n'ayant pas de logiciel approprié pour le traitement des chèques, et les chefs, à leur niveau, sont obligés d'envoyer les chèques par fax au chef service Epargne qui les envoie à la DIGEC pour traitement. Par la suite, le chef service Epargne notifie son accord à la recette de finance concernée qui est chargé de payer l'usager. Traitement des moyens de paiement par le trésor public béninois : cas des chèques du service épargne

c- la Division Comptabilité

Cette division est chargée de :

- la gestion des quittances ;
- le relevé de versement ;
- les avis d'opération ;
- les ordres de mouvement ;
- l'état de rapprochement.

Signalons qu'il existe une autre division de la comptabilité qui n'est pas dans les locaux du SE mais qui se trouve à la DGTCP. Cette division est :

La Division Etude, Synthèse et Statistique (DESS)

La division étude, synthèse et statistique accomplit les tâches suivantes :

- production de la balance générale des comptes de l'Etat ;
- commentaire de la balance générale des comptes de l'Etat ;
- ouverture et fermeture de journées comptables dans ASTER ;
- création de schémas comptables dans ASTER ;
- contrôle mensuel des opérations comptables ;
- correction des écritures comptables erronées des services centraux et extérieurs de la RGF ;
- élaboration du compte de gestion ;
- production de diverses situations statistiques commentées.

SECTION II : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

Dans cette section nous présenterons d'abord la problématique, les objectifs et les hypothèses et enfin la revue de littérature.

Paragraphe 1 : Problématique, Objectifs et hypothèses de recherche

1.1.Problématique

Au lendemain des indépendances, le Bénin a connu de profondes crises économiques. En effet, le pays est marqué par des déséquilibres et distorsions internes et externes dans le domaine des finances publiques, des crédits et de la répartition, des investissements qui se sont traduits par un ralentissement de la croissance du PIB, et une détérioration des infrastructures socio-économiques. L'une des caractéristiques fondamentales est le faible taux d'investissements publics et privés. Entre 1990 et 1997, le taux moyen d'investissement intérieur brut s'est situé autour de 14,7% du PIB contre une moyenne de 20,4% pour l'ensemble des pays africains. Au Bénin, l'investissement total qui comprend l'investissement matériel et la variation des stocks est établi à 505,7 milliards en 2006 contre 417,4 milliards en 2005, soit une augmentation de 21,15%. Cette situation suggère alors la mise en oeuvre de stratégies vigoureuses pour accroître l'investissement privé. Ceci ne peut être possible sans une identification et une connaissance des facteurs dont dépend réellement l'investissement privé, ainsi que des mécanismes par lesquels ceux-ci l'influencent.

Plusieurs réformes ont été entreprises par le Bénin. Elles ont permis au pays de connaître des taux de croissance du PIB, soit 4,8 pendant la période 1990-2003. Aussi le Bénin a amorcé un

processus de redressement économique qui a permis de porter progressivement le taux de croissance du PIB réel de 2,9 en 2005 à en 2008. Après deux années consécutives de ralentissement, l'économie béninoise a affiché à partir de 2011, une reprise avec un taux de croissance de 3,5% contre 2,6% en 2010. Ces performances sont dues à la hausse des investissements mais aussi à l'accroissement de la productivité totale des facteurs

D'autres contraintes lourdes continuent de peser sur l'économie et les défis à relever sont toujours de taille. Dans ce contexte, la politique économique du Bénin pour 2013 devrait permettre de poursuivre les efforts pour surmonter les contraintes existantes et relancer la croissance économique pour parvenir à la réduction de la pauvreté, dont les partenaires au développement ont montré qu'il faut un taux de croissance de deux chiffres (Banque Mondiale 2004). Le Bénin l'a si bien compris en élaborant le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui met un accent particulier sur l'investissement privé.

Théoriquement la relation entre l'investissement et la croissance économique n'est plus à démontrer. Pour qu'un processus de croissance se poursuive dans le temps, il est indispensable que des investissements nets et des progrès des techniques de production repoussent les limites de la productivité du travail et permettent l'élévation du revenu réel par habitant. La mise à jour des facteurs qui déterminent le taux de croissance est important pour estimer les perspectives d'amélioration des niveaux de vie. Alors l'investissement est considéré comme un puissant créateur de revenu et d'emploi, et l'un des principaux moteurs de la croissance économique. Au Bénin, les investissements privés ont une influence plus marquée sur la croissance (Samaké, 2008).

Par ailleurs, c'est dans l'optique de réduction de la pauvreté qu'a été envisagée la mise en place des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui entre en ligne pour la réduction de la pauvreté. Malgré ces efforts, le Bénin enregistre des performances peu reluisantes en matière de croissance de la production et de l'investissement. En effet, on constate que le taux moyen de l'investissement au Bénin sur la période 2000-2005 est de 19,4% alors que sur cette même période ce taux avoisine 30% dans les pays asiatiques qui sont des références en matière de croissance économique actuellement.

Nul ne peut parler de croissance économique d'un pays sans passer par le développement de l'investissement privé. Conscient de cette réalité, le Bénin n'avait que le choix de relancer le secteur privé via l'investissement privé comme source de croissance. Ce choix s'est matérialisé à

travers une collaboration plus franche entre le secteur public-secteur privé, le Bénin a accordé beaucoup de facilités au secteur privé. Au nombre de ces facilités, on note entre autres la réduction du taux d'imposition des bénéficiaires industriels et commerciaux. Mais pour que ces mesures aient des impacts plus probants, il ne serait pas inutile de trouver des approches solution à la question fondamentale : Quel est l'évolution des investissements privés et leur influence sur l'économie nationale. En d'autres termes, il importe d'apporter des éléments de réponse aux questions suivantes

- ✓ L'investissement privé participe-t-il à la croissance économique au Bénin ?
- ✓ Quels sont les facteurs explicatifs de l'investissement privé au Bénin ?

Pour répondre à ces interrogations, nous allons définir un objectif général, des objectifs spécifiques puis formuler les hypothèses de recherche qui découlent de ces objectifs spécifiques.

1.2.Objectifs et Hypothèses de recherche

1.2.1. Objectifs

❖ Objectif général

L'objectif général de notre étude est d'analyser l'impact de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin

❖ Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques qui nous permettent d'atteindre l'objectif général sont :

- ✓ Identifier les facteurs déterminants de l'investissement privé au Bénin.
- ✓ Comparer l'impact de l'investissement privé et publique par rapport à la croissance du PIB;

1.2.2. Hypothèses

Sur la base des objectifs spécifiques ci-dessus mentionnés, deux hypothèses de recherche ont été formulées :

H1 : L'investissement privé a eu un effet positif et significatif sur la croissance du PIB au Bénin.

H2 : L'investissement privé influence plus la croissance du PIB que l'investissement publique ;

Paragraphe 2 : la revue de littérature

Dans cette partie nous ferons le point de quelques connaissances et études sur la relation entre investissement privé et croissance économique.

La revue de littérature est la partie de notre travail qui nous permet de faire le point des recherches ou travaux théoriques et empiriques effectués par d'autres auteurs en rapport avec le thème de notre étude. En effet, nous aborderons ici les apports des différents auteurs sur la problématique de l'impact de l'investissement privé sur la croissance économique. Elle est structurée en deux parties à savoir :

- Clarification et évolution de la notion de l'investissement privé.
- Approche théorique et les faits empiriques de l'investissement privé et son impact sur la croissance économique.

2.1. Clarification et évolution de la notion de l'investissement privé

L'investissement est la deuxième composante de la demande globale. Contrairement à la consommation qui est un élément relativement stable de la demande globale, l'investissement en est la partie la plus volatile. Considéré comme un puissant créateur de revenu et d'emploi, l'investissement est l'un des principaux moteurs à la croissance économique.

L'investissement est l'acquisition de biens de production en vue de l'exploitation d'une entreprise et de dégager un revenu ou une augmentation de la capacité de production. Au sens de la comptabilité nationale, l'investissement comprend le renouvellement des équipements et l'augmentation apportée au cours d'une période au patrimoine d'un agent. L'ensemble de ces opérations constitue la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) Lexique d'économie 10^e édition page 458. La FBCF correspond à la valeur des biens durables acquis par des unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans le processus de production. L'investissement est considéré comme une clé de la croissance, car il rend plus efficace le travail humain. Mais il ne suffit pas d'investir plus pour croître : à compter d'un niveau, l'efficacité de l'investissement se heurte à la loi des rendements décroissants. Sans progrès techniques, l'accumulation d'équipements ou de bâtiments ne mène pas très loin. Ce progrès dépend de l'investissement spécifique dans la formation ou la recherche.

Au sens financier, l'investissement est un flux de dépense qui permet d'accroître, d'améliorer ou de renouveler le stock de capital productif installé. Il est selon la géographie ou la nationalité de celui qui le réalise, domestique (national) ou étranger. Ce dernier type d'investissement s'est développé avec la libération financière, corollaire de la mondialisation de l'économie. L'Investissement Direct Etranger (IDE) est l'exploitation des capitaux dans un autre pays afin

d'y acquérir ou créer une entreprise ou encore d'y prendre une participation. C'est d'ailleurs la différence moyenne avec l'investissement de portefeuille, qui vise uniquement le rendement financier sans égard au pouvoir décisionnel. Il s'agit en fait de la différence entre ce qu'un pays a injecté dans une économie et ce que d'autres économies ont injecté dans la sienne en % du PIB. Toutes les théories économiques considèrent l'investissement comme un facteur principal de croissance car il a, à la fois, un effet sur l'emploi et sur la capacité de production.

Selon Patrick VILLIEU (2000), le contenu de la notion d'investissement oppose deux approches : l'approche macroéconomique et l'approche microéconomique.

Au niveau macroéconomique, en termes d'investissement la comptabilité nationale substitue la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) qui est composée aussi bien des investissements matériels que des investissements immatériels (exception faite des dépenses de recherches et des dépenses de formation).

Au niveau microéconomique, l'investissement est l'opération par laquelle une entreprise acquiert des biens de production, un flux qui vient renouveler ou accroître le stock de capital. La comptabilité privée identifie deux grands types d'investissements : les investissements matériels (terrains, constructions, machines, outillages,.....), les investissements immatériels (dépenses de recherche, de développement, de formation, d'acquisition de logiciel, de publicité, de licence, de marque,.....) et les investissements financiers (prise de participation, achat de titre).

Selon la Banque Mondiale le « climat des investissements » pourrait se définir comme l'environnement de politique économique, institutionnel et comportemental, présent et anticipé, qui affecte la rentabilité et les risques associés aux investissements. D'après le Bilan et les Perspectives à court et à moyen terme de l'Economie Nationale BIPEN (2008) le terme « affaires » désigne les activités économiques menées par les divers agents économiques surtout les entreprises. A cet effet, il peut correspondre au concept d'entreprise. Le climat des affaires est l'ensemble des dispositions légales et réglementaires qui régissent l'action des entreprises.

Par ailleurs, la croissance économique à en croire François Perroux est « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en terme réel ». Mais pour Kassé (2010) « pour qu'il y ait croissance, il faut non seulement qu'il ait augmentation de la production, mais aussi que ce mouvement ascendant soit durable et non aléatoire ». Autrement dit, l'expansion économique n'est pas synonyme de la croissance économique, mais elle n'est qu'une phase de la croissance.

Il continue et ajoute que : « La croissance s'accompagne de changement de structure, de modification des conditions de la production : investissement en hausse, modification des qualifications de la main-d'oeuvre, incorporation du progrès technique par les machines nouvelles, nouvelles habitudes de consommation, modification des anticipations des entrepreneurs ; elle s'accompagne également de mutations sectorielles » On comprend à travers cette définition, qu'il y a croissance économique si l'accroissement de la production résulte de l'amélioration qualitative et quantitative des facteurs de production.

Selon Magnan, la croissance économique peut être définie comme « l'évolution à moyen et à long terme du produit total et surtout du produit par tête dans une économie donnée » et Diemer la considère comme « un accroissement durable de sa dimension, accompagné des changements de structure et conduisant à l'amélioration du niveau de vie. Pour Worlt Kostow (1916), économiste et théoricien politique américain dans les étapes de la croissance économique, la phase de décollage économique se caractérise par le passage du taux d'investissement de 5% à 10%. La croissance économique est définie par Bernier (1998) comme étant une augmentation de la production sur une longue période.

Quant à Simon Kuznets il y a croissance économique lorsque la croissance du PIB est supérieure à la croissance de la population. Les principaux modèles de la croissance endogènes sont inspirés des travaux de Solow (1956), dont les hypothèses clés portaient sur l'annulation à l'infini de la productivité marginale et l'utilisation d'une fonction de production à rendement d'échelle constant. Le premier modèle de croissance a été l'oeuvre de Romer (1986) qui considère que la croissance endogène provient d'une externalité qui est la source des rendements d'échelle croissants. Cet effet externe reste très traditionnellement dérivé de l'investissement en capital physique ou d'un élargissement de la gamme d'intrants en biens capitaux. Par la suite, Lucas (1988) innove en incorporant la connaissance en capital humain.

La plupart des modèles de croissance endogène avec capital humain (Barro, 1990) Prichett (1996) et al ne font que dupliquer le schéma proposé par Lucas.

2.2. Approche théorique et les faits empiriques de l'investissement privé et son impact sur la croissance économique.

Dans cette partie de notre étude, nous présenterons l'évolution des théories et modèles de la croissance économique et de l'impact de l'investissement privé sur l'économie du Bénin.

L'étude effectuée sur les déterminants de l'investissement privé au Bénin par Jonas GBIAN (2000) a apporté un éclairage sur la manière dont les différentes variables macroéconomiques influencent les décisions d'investissement. S'agissant des variables macroéconomiques, l'étude relève que l'investissement privé est positivement influencé par sa valeur retardée, de même que par le PIB, l'épargne privée et la hausse des prix. Il est négativement influencé par l'évolution du taux d'intérêt, l'investissement public et le volume des exportations. Ensuite, il pense que le fait le plus remarquable est que l'impact du crédit bancaire sur l'investissement privé n'est pas significatif, ce qui est la traduction du faible rôle que jouent ces banques dans le financement des investissements.

En prenant un échantillon de 95 pays en voie de développement sur la période de 1970-1990 Khan et Kumar (1997) ont trouvé que les investissements privés et publics sur la croissance économique ont des effets significativement différents. L'investissement privé était de façon consistante plus productive que l'investissement public.

Au Bénin, une étude a été réalisée sur le renforcement des performances de l'économie intitulée « Analyse des Sources de la Croissance Economique ». Cette étude a permis de retenir que les investissements à court terme ont un impact négatif sur la croissance. De plus, le taux de croissance du PIB évolue de pair avec la croissance des investissements.

Une étude portée sur 24 pays réalisée par Khan et Raunahant pour montrer la différence de productivité (1990) conclut que la productivité du capital du secteur public est négative bien que non significative alors que celle de l'investissement privé est significativement positive.

Un grand nombre d'études sur ce thème a montré l'importance de l'investissement privé dans la croissance économique. C'est ainsi que Barro (1990) sur un échantillon de 76 pays a montré que l'investissement public et l'investissement privé ont des effets similaires sur la croissance économique.

KHAN (1996) vérifie empiriquement dans la période allant de 1970 à 1990, l'importance relative des effets des investissements publics et privés dans la stimulation de la croissance économique (SOLLOW 1956) de 95 pays en développement (dont 46 en Afrique, 24 en Amérique Latine, 14 en Asie, 11 en Europe de l'Est) pour lesquels l'accumulation du capital, le taux de progrès technique et le taux de croissance du travail sont les principaux déterminants du revenu réel par tête.

A l'issue de son étude il conclut d'abord, qu'il y a une différence substantielle entre l'impact de l'investissement du secteur privé et celui du secteur public sur la croissance.

Ensuite, il souligne que les parts relatives publiques et privées ont modifié non seulement le sentier de croissance de ces pays, mais aussi la vitesse de convergence des revenus réels par tête au cours de la période. Des taux d'investissement élevés ne conduisent pas nécessairement à une croissance soutenue.

L'investissement privé est un facteur de croissance, tant pour l'école néoclassique que pour la théorie Keynésienne. De plus, il est susceptible d'engendrer, conformément aux résultats récents des modèles de croissance endogène (Guellec et Rallie 1997) des effets d'externalités. En effet, l'investissement d'une entreprise permet à cette dernière d'accroître non seulement sa propre production, mais aussi celle des autres entreprises, du fait des externalités technologiques qu'il engendre. Des études empiriques aux économies africaines (Ojo et Oshikoya 1995, Ghura et Hadyimichaël 1996) ont aussi mis en évidence l'existence d'une relation positive entre l'investissement et la croissance du PIB par tête. De plus, Knight, Loayza et Villanueva (1993) et Nelson et Singh (1994) ont aussi montré que le niveau de l'investissement d'infrastructure avait un effet significatif sur la croissance, notamment au cours des années 1980. En utilisant une étude en coupe portant sur un échantillon de 119 pays, Eastely et Rebel (1993) ont estimé que l'investissement public en transport et en communication était lié positivement à la croissance. L'investissement public dans les entreprises n'avait aucun effet sur la croissance, alors que l'investissement public en agriculture avait un effet négatif.

La contribution de l'investissement à l'accélération de la croissance a été mise en exergue par beaucoup de travaux empiriques. Mais ces travaux se sont beaucoup appesantis sur l'importance des investissements publics dans la formation de la richesse, bien que l'investissement privé ait un impact plus important sur la croissance économique que l'investissement public Khan et Reinhart (1990). Ce résultat a été confirmé par les travaux de Samaké (2008) relatifs aux impacts des investissements publics et privés sur la croissance au Bénin en montrant que les investissements privés ont une influence plus marquée sur la croissance économique que sur les investissements publics aussi bien à court qu'à long terme. L'amélioration du climat des affaires contribue à une augmentation des investissements privés (Poirson, 1998). En effet, la théorie économique montre que l'investissement privé ne dépend pas uniquement du coût du capital (Humain et Physique) mais également de l'environnement caractérisé par le cadre

macroéconomique, le niveau de liberté, de la gouvernance, de la qualité des institutions, du poids de la justice etc. Spécifiquement, le renforcement de la lutte contre la corruption et l'amélioration de l'exercice du droit de propriété augmentent positivement et significativement l'investissement privé. En outre, l'amélioration du taux de croissance du PIB par tête, de la masse monétaire par rapport au PIB et des termes de l'échange influence aussi positivement et significativement l'investissement privé. A l'opposé l'augmentation plus rapide de l'investissement public par rapport au PIB et l'accroissement du déficit budgétaire n'encouragent pas l'investissement privé. SOKOME (2009) dans son étude intitulée « contribution de l'investissement privé à la croissance économique au Bénin », a conclu après l'analyse de ces résultats d'estimation, que la population active a une plus grande influence que l'investissement privé et le crédit à l'économie sur la croissance économique au Bénin. Ces résultats obtenus pourraient s'expliquer par plusieurs raisons: nombreux sont les travaux des auteurs qui ont montré que l'investissement privé, le crédit à l'économie et la population active sont les moteurs de la croissance économique d'un pays à long terme. S'agissant du Bénin, l'investissement privé est un fondamental qui vient compléter le maigre effort que le secteur public déploie. Le crédit à l'économie représente une source de financement très importante du secteur privé et public en dehors des capacités d'autofinancement dont disposent quelques agents économiques dans la réalisation de leurs investissements ou activités. Selon les travaux de TOKANNOU H. M. (2010) intitulé « impact de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin » l'investissement privé exerce un impact positif et significatif au seuil de 1% à long terme comme à court terme sur la croissance économique au Bénin. Il ressort également que les investissements privés sont plus productifs que les investissements publics. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait qu'au Bénin, l'Etat cherche à étendre le niveau des investissements privés qui entre autres ouvrirait la voie à une plus grande croissance économique.

Le facteur travail que représente la population active influence positivement et significativement la croissance économique au Bénin au seuil de 1% à long terme contrairement au court terme où il n'est pas significatif. Certains estiment que la croissance démographique est un atout pour la croissance économique (E.BOSERUP), tandis que ROBERT MALTHUS estime que la croissance démographique peut être un frein pour toute croissance à long terme.

De même, SOLLOW (1956) et les théoriciens de la croissance endogène ont reconnu dans la théorie de la croissance endogène le rôle important du facteur technologique sur le taux de

croissance économique. Cependant, de nombreuses études menées sur les effets des investissements sur l'économie du pays d'accueil ont conduit parfois à des résultats contradictoires. Pendant que certaines études, confirment l'impact positif des flux des investissements privés sur l'économie du pays hôte, d'autres assez importantes, montrent les effets contraires de ces flux. Nous pouvons donc aisément remarquer le groupe des économistes Aitken, Al (1997); Bosworth, Collins (1999) et Brooks, Hill (2004) qui cessent de vanter les bienfaits des investissements privés face aux économistes De Mello (1997) et Blomstrom, Globerman, Kokko (2004) qui pensent plutôt que les effets négatifs des flux des investissements privés surpassent les effets positifs.

CHAPITRE II

CHAPITRE II: CADRE METHODOLOGIQUE, PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

Dans ce chapitre, il s'agira de présenter dans un premier temps le cadre méthodologique et dans un second temps, la présentation et l'analyse des résultats.

SECTION I : CADRE METHODOLOGIQUE

Il sera question dans cette partie de présenter le modèle conceptuel pour la vérification des hypothèses, la technique de validation des hypothèses et les types de données collectées avec leurs sources puis les méthodes d'analyse et d'estimation.

Paragraphe 1 : Méthodes d'analyse

Pour mesurer l'impact de l'investissement privé sur la croissance économique nous faisons le parti pris par la confirmation de nos hypothèses respectives à partir des régressions économétriques. Pour cela, nous allons spécifier notre modèle, préciser les sources de nos données ensuite le choix de la méthode économétrique appropriée pour nos estimations.

1.1.Modèle conceptuel

Le modèle de base retenu a pour cadre de référence la fonction de croissance de type Cobb-Douglas utilisée par Nubukpo en 2003, inspirée des travaux de Barro (1990), Ojo et Oshikoya (1995) et de Tenou (1999). Ce modèle a l'avantage de prendre en compte un certain nombre de variables permettant de mieux expliquer l'évolution de la croissance du PIB réel dans les pays africains. Il se présente comme suit :

$$\text{PIBr} = f(C, P, E) \quad (\text{équation 1})$$

Avec PIBr = croissance du PIB réel;

C = un panier de variables dites conventionnelles (le capital physique, le travail et le capital humain)

P = un panier de variables liées à la politique économique (les dépenses publiques et le taux d'inflation)

E = un panier de

présente sous forme $\text{PIBr} = AK^\alpha L^\beta$ (équation 2)

En la linéarisant, nous avons variables liées à l'environnement extérieur (l'indice des termes de l'échange)

La fonction f de l'équation 1 se:

$$\ln(\text{PIBr}) = \ln(A) + \alpha \ln(K) + \beta \ln(L)$$

Soit $\ln(\text{PIBr}) = \alpha_0 + \alpha \ln(K) + \beta \ln(L)$ avec $\alpha_0 = \ln(A)$ (équation 3)

1.1.1. Spécification du modèle

Tout modèle économétrique est constitué de deux types de variables : une ou plusieurs variables expliquées et une ou des variables explicatives. En nous inspirant des travaux de TOKANNOU (2010), nous avons intégré les variables du Service des Dettes Extérieures (SDE) et la Population totale (POP), après avoir soustrait les variables travail (TRAV) et crédit au secteur privé (CRPRIV). L'équation du modèle peut s'écrire sous la forme ci- dessous.

$$\text{PIBr} = f(\text{IPt}, \text{IGt}, \text{SDEt}, \text{POPt}, \text{DOt})$$

Avec $t = (1984, 1985, \dots, 2014)$ représente la date à laquelle les différentes variables sont observées. Posons : $\ln A = \alpha_0$ l'équation 3 devient

$$\ln(\text{PIBr}_t) = \alpha_0 + \alpha_1 \ln(\text{IP}_t) + \alpha_2 \ln(\text{IG}_t) + \alpha_3 \ln(\text{SDE}_t) + \alpha_4 \ln(\text{POP}_t) + \alpha_5 \ln(\text{DO}_t) + \varepsilon_t$$

Avec :

- ✓ PIB : Produit Intérieur Brut, représente la variable expliquée de ce modèle
- ✓ IP : les Investissements Privés traduisent une augmentation de la richesse nationale, donc une capacité de financement plus grande. Ils permettent l'anticipation des flux de revenus futurs au sens plus large la création des valeurs utiles à tous. Ils sont introduits dans ce modèle pour vérifier s'il y a un effet d'entraînement sur la croissance économique au Benin.
- ✓ IG : investissement public en tant que flux de capitaux mobilisés par le gouvernement, est utilisé pour connaître sa contribution à la production et par ricochet à la croissance économique
- ✓ SDE : le Service de la Dette Extérieure. C'est le remboursement en termes de dette extérieure. Il est utilisé dans le modèle pour mesurer sa sensibilité sur la croissance économique.

- ✓ POP : La population totale. Elle est utilisée ici pour étudier sa contribution sur la croissance économique.
- ✓ DO : le Degré d'Ouverture. Une amélioration de la situation politique et de certains facteurs socio-économique est très favorable et l'environnement financier est de qualité. Cet environnement influence favorablement le comportement des investissements et donc encourage la décision d'investir. Il mesure le niveau d'ouverture commercial du pays. Il est inséré dans ce modèle afin de voir son impact sur la croissance économique à travers l'investissement privé.
- ✓ ε_t : le terme d'erreur de spécification du modèle, t le temps, α_i (i varie de 1 à 5) des paramètres à estimer représentant les élasticités du produit intérieur brut par rapport aux différentes variables explicatives.
- ✓ a_0 le terme constant.
- ✓ Ln le logarithme népérien.

1.1.2. Signes attendus des variables explicatives

Le tableau ci-dessous montre les signes attendus des variables explicatives sur la croissance économique au Bénin.

Tableau 1 : Signes attendus des variables du modèle

Paramètres	IP	IG	SDE	POP	DO
Signes espérés	+	+	+/-	+	+

Source : Réalisé par les auteurs, 2015.

1.2.Procédure d'estimation

L'estimation des différents coefficients du modèle sera faite par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) au moyen du logiciel EVIEWS version 5.0. Pour s'assurer de la qualité de notre modèle, des tests de diagnostic, de validation et de prévision seront effectués.

❖ Stationnarité des données utilisées et test de cointégration.

✓ Test de racine unitaire

Lorsqu'on utilise des données temporelles, il est primordial qu'elles conservent une distribution constante dans le temps. Ce concept de stationnarité doit être vérifié pour

chacune des séries afin d'éviter des régressions factices pour lesquelles les résultats pourraient être « significatifs », alors qu'ils ne le sont pas.

En effet, Yule (1980) a montré dans son article « Why do we sometimes get nonsense correlations between time series ? », publié dans le *royal of the statistical society*, que la corrélation persiste dans les séries temporelles non stationnaires même si l'échantillon est très élevé. Cette situation génère un phénomène « fausse régression ou de régression absurde ». D'où la nécessité d'étudier la stationnarité des séries temporelles destinées à l'estimation d'un modèle économétrique.

Une série temporelle est dite stationnaire si sa moyenne et sa variance sont constantes dans le temps et si la valeur de la covariance entre deux périodes de temps ne dépendent que de la distance ou l'écart entre ces deux périodes et non du moment auquel la covariance est calculée. Une telle série temporelle est qualifiée de faiblement stationnaire. Cette définition se traduit comme suit par une série Y_t :

Moyenne : $E(Y_t) = \mu$

Variance : $V(Y_t) = \sigma^2 = E((Y_t - \mu)^2)$

Covariance: $Cov(Y_t, Y_{t+K}) = E[(Y_t - \mu)(Y_{t+K} - \mu)]$

De façon pratique, le non stationnarité s'explique par deux phénomènes que sont la présence de tendance déterministe et/ou de tendance aléatoire dans la structure de la série temporelle étudiée. Plusieurs tests existent (l'analyse du corrélogramme de la série, le test de Dickey- Fuller simple, et Dickey-Fuller augmenté) pour détecter la non stationnarité des séries. Le test retenu pour cette étude est celui de Dickey-Fuller Augmenté.

- Test Dickey-Fuller Augmenté

Le Dickey-Fuller Augmenté est une version améliorée du test Dickey-Fuller simple, par l'introduction dans le modèle des tests des valeurs retardées de la série, destinées à corriger une éventuelle auto-corrélation du terme d'erreur...

Si le résultat du test conclut à une non stationnarité de la série, alors il faudra différencier la série et effectuer de nouveau le test jusqu'à l'aboutissement à un résultat stationnaire. Dans ce cas, on

dit que la série temporelle est intégrée d'un ordre égal au nombre de fois qu'elle a été différenciée avant d'être stationnaire.

✓ **Test de cointégration**

Un autre test à réaliser lorsqu'on travaille avec des séries temporelles est celui de la Co-intégration. Le but de ce test est de détecter si des variables possédant une racine unitaire ont tendance stochastique commune. Si tel est le cas, il existe une relation d'équilibre dans le long terme entre les variables et la combinaison linéaire de deux variables provenant de série non stationnaires est, quant à elle, stationnaire. Dans une telle situation, la formulation en différence mène à une mauvaise spécification du modèle et des termes de corrections d'erreurs doivent être ajoutés.

Lorsque les séries ne sont pas stationnaires, il y a présomption de cointégration qu'on vérifie par le test de cointégration de Johansen. Si les séries sont cointégrées, un modèle de correction d'erreur est spécifié. Ce dernier traduira la dynamique de court terme alors que le modèle initial sera celui d'un équilibre de long terme.

✓ **Test de cointégration d'Engel et Granger**

Ce test se déroule en deux étapes à savoir :

Etape1 : Tester l'ordre d'intégration des variables

Une condition nécessaire de cointégration est que les séries doivent être intégrées de même ordre mais si les séries ne sont pas intégrées de même ordre, elles ne peuvent pas être cointégrées. Il convient donc de déterminer très soigneusement à travers les tests de Dickey-Fuller et Dickey-Fuller Augmenté le type de tendance déterministe ou stochastique (stationnarité) de chacune des variables, puis l'ordre d'intégration de chacune des chroniques étudiées. Si les séries statistiques étudiées ne sont pas intégrées de même ordre, la procédure est arrêtée. Il n'y a pas de risque de cointégration. De même, si la série des erreurs est stationnaire, il y a cointégration. Dans le cas contraire, il n'y a pas cointégration entre les séries.

Etape2 : Estimation de la relation de long terme

Si la condition nécessaire est vérifiée, on estime par les MCO la relation de long terme entre les variables. Pour que la relation de cointégration soit acceptée, le résidu issu de la régression doit

être stationnaire. La stationnarité du résidu est testée à l'aide des tests DF ou DFA. Si le résidu est stationnaire, il s'en suit alors l'estimation du modèle à correction d'erreur (MCE).

✓ **Test de Ramsey**

L'objet de ce test est de voir si le modèle souffre de l'omission d'une ou plusieurs variables pertinentes en introduisant une variable fictive. Ce test consiste à vérifier la significativité du modèle à travers l'effet de la variable fictive introduisant. Si elle n'est pas significative, alors la spécification du modèle est complète ; c'est-à-dire que le modèle a pris en compte toutes les variables pertinentes qui expliquent la variable dépendante. Mais, si la variable fictive est significative, alors des variables susceptibles d'influencer les variations de la variable dépendante seront introduites.

✓ **Test de validation du modèle**

La méthode d'estimation qui sera utilisée sera la méthode des moindres carrés ordinaires. La validation statistique de la qualité globale du modèle est appréciée par le coefficient de détermination du modèle et par le test de Fisher. L'analyse de la qualité globale du modèle s'effectue à travers le coefficient de détermination du modèle (R^2). Ce coefficient explique la part de l'évolution de la variable dépendante qui est expliqué par les variables exogènes. La validation de la qualité individuelle des variables sera appréciée par la probabilité associée à chaque variable.

✓ **Test de significativité des variables explicatives**

Les variables explicatives dans le cadre de l'étude peuvent être non significatives dans l'explication de la variable dépendante du modèle. Ainsi à partir du modèle de long terme estimé par les MCO, la significativité de chacune des variables explicatives est déterminée par la lecture des probabilités critiques qui seront inférieure à 5% ou les « t-Statistic en valeur absolue » qui seront supérieur à 1,96. Quant à la significativité globale du modèle, elle est déterminée à travers la prob(F-Statistic) qui doit être inférieure à 5%.

✓ **Le test de Breusch-Godfrey**

L'un des tests adéquats pour détecter une éventuelle corrélation des erreurs est le test de Breusch-Godfrey. Il y a absence d'auto corrélation si la probabilité associée au test de Fischer est supérieure à 5 % et inférieure sinon.

✓ **Le test d'homoscédasticité de White**

Il permet de voir si la variance du terme d'erreur est une constante ou non. Les erreurs sont homoscédastiques si la probabilité de la statistique de Fisher est supérieure à 5%.

✓ **Le test de normalité de Jarque-Bera**

Ce test permet de vérifier la normalité d'une distribution statistique. Il y a normalité quand Jarque-Bera est inférieur à 5,99 ou quand sa probabilité est supérieure à 5%.

✓ **Le test de stabilité de Cusum et Cusum Carre**

Ils permettent de vérifier la stabilité du modèle estimé. Il y a stabilité quand les courbes ne sortent pas du corridor.

Paragraphe 2 : Nature et sources des données

Les données utilisées sont essentiellement les données secondaires dont la collecte a été focalisée sur la recherche et l'exploitation documentaire auprès de diverses institutions. Elles vont de 1984 - 2014 compte tenu de la disponibilité des données concernant toutes les variables de l'étude. Ces données statistiques sont prélevées auprès des sources suivantes : Institut Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) ; la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et la bibliothèque de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC).

SECTION II : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

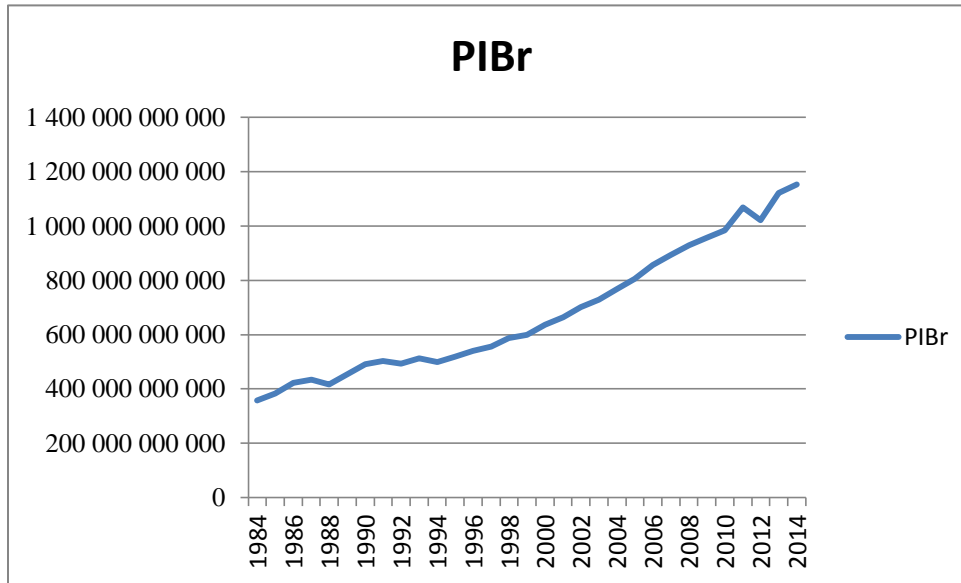
Après avoir présenté les différentes méthodes d'analyses, nous passons à présent aux applications statistique et économétrique afin de vérifier nos différentes hypothèses. Pour ce faire, nous présentons dans un premier temps les estimations puis dans un second temps les analyses des résultats.

Paragraphe 1 : Présentation des résultats

Cette section consiste à présenter les résultats et de procéder à leurs analyses.

2.1. Résultats de l'analyse descriptive

Elle consiste de faire ressortir l'évolution de chaque variable en fonction du temps. Ainsi nous avons les graphes suivants.



Graphique 1 :
Evolution du PIB
réel au Bénin de
1984 à 2014

Source : Réalisé par les auteurs, 2015.

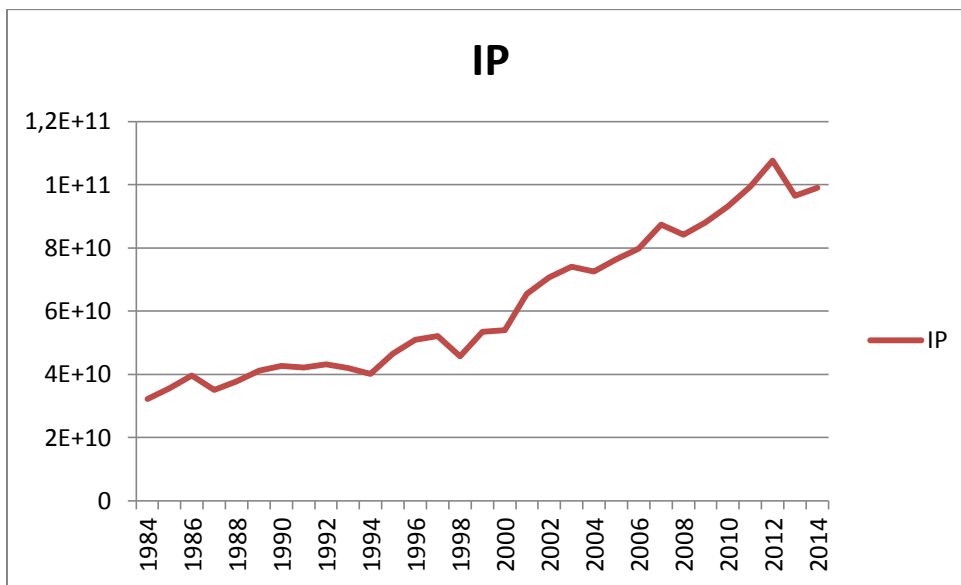
Ce graphique retrace la situation économique du Bénin en matière de richesse depuis 1984 jusqu'en 2014. Il nous permet de dire sur la période 1984 à 1989 que le Produit Intérieur Brut a légèrement augmenté. Il passe de 358,04 milliards à 517,58 milliards de FCFA, soit une augmentation moyenne annuelle de 3,766%. L'analyse de ce graphique nous montre que le PIB a relativement baissé entre 1984 et 1988. Ceci relève des taux de croissance réel annuel négatif à ces niveaux. Il est de -3,96% en 1984 et de -1,69% en 1988. Ce qui traduit effectivement la période de crise économique et financière que traversait le Bénin au cours de ces années.

A partir de 1991, la valeur du PIB monte jusqu'en 1993 pour entamer une phase de hausse rapide en 1994. En effet, au cours de la période allant de 1990 à 1996, cet agrégat passe de 517,58 milliards à 555,40 milliards de FCFA en 1993 puis à 635,95 milliards en 1996, soit une hausse moyenne annuelle de 3,395%. Pendant cette période, aucune valeur négative n'est observée pour le taux de croissance réel annuel.

Cette amélioration soutenue témoigne des effets positifs des PAS à travers des reformes budgétaires adoptées à partir de 1989 et de la dévaluation du F CFA sur l'économie béninoise.

Enfin, sur la dernière sous période allant de 1997 à 2010, le PIB réel montre également une évolution à la hausse avec un rythme presque linéaire. Ces valeurs passent, en effet, de 663,45 milliards en 1997 à 1152,68 milliards de FCFA en 2010, soit une hausse moyenne annuelle de 4,34%. Ceci s'explique par la mise en oeuvre de l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés), adoptée en 1996 qui vise l'allègement du pouvoir de la dette extérieure des pays pauvres, de la mise en application des résolutions du DSRP (Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté) et de la SCR (Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté) au cours de la même période.

Graphique 2 : Evolution de l'investissement privé au Bénin de 1984 à 2014.



Source : Réalisé par les auteurs, 2015.

Le graphique ci-dessus montre l'évolution de l'investissement privé au Bénin de 1984 à 2014. Elle a connu trois phases d'évolution.

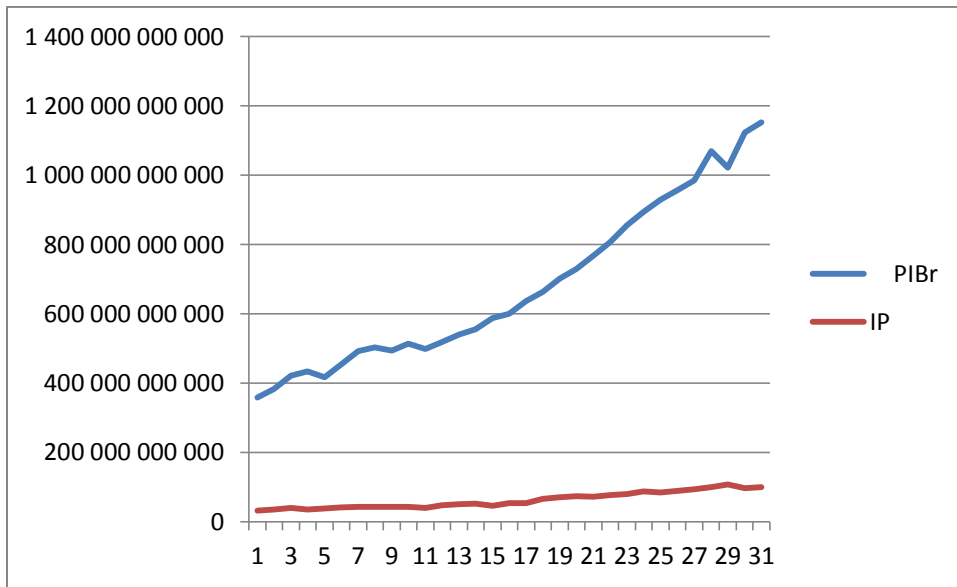
La première s'étend de 1984 à 1989 où on note une croissance plus ou moins régulière de l'investissement privé avec une décroissance légère entre 1982 et 1983. Cela montre que le régime révolutionnaire et les crises économiques de 1982 et 1984 n'ont pas permis un bon climat des affaires.

La deuxième phase va de 1991 à 1999 et se caractérise par une augmentation de l'investissement privé, passant de 46,61 milliards à 74,07 milliards de F CFA, soit une augmentation de 27,46

milliards. Les PAS sont l'évènement principal qui justifie l'amélioration constatée surtout en 1989.

De 2000 à 2010, l'investissement privé évolue en dents de scie. Cela est le fait des chocs exogènes comme la montée du prix du pétrole, la crise financière et les difficultés à la contraction du marché des investissements. Toutes choses étant égales par ailleurs.

Graphique 3 : Etude comparative de l'investissement privé et de PIB_r.



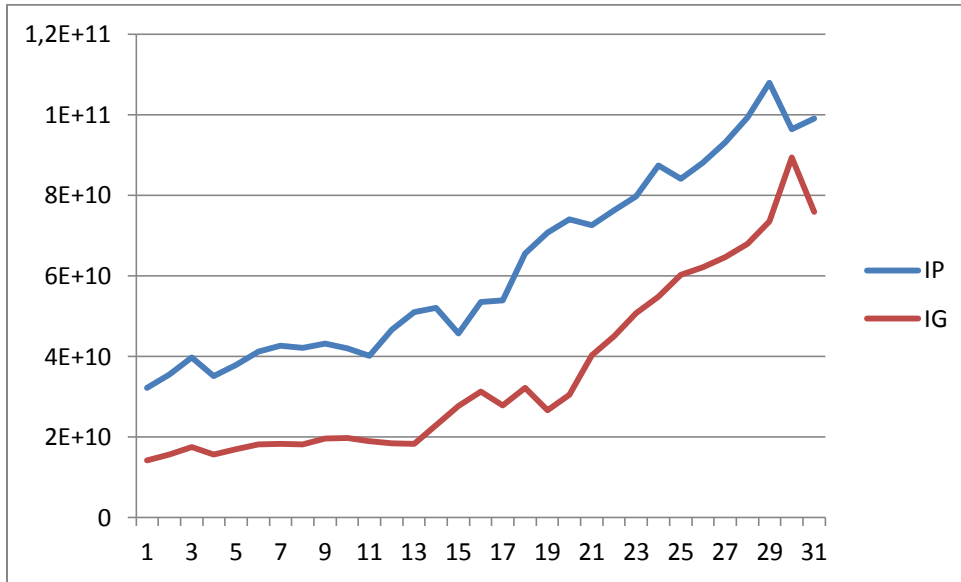
Source ; Réalisé par les auteurs, 2015

La courbe de l'investissement privé et celle du produit intérieur brut présente une évolution presque régulière sur toute la période de l'étude.

Au début de l'année 1 à 15, on constate une constante de 200 milliards de FCFA pour la courbe de l'investissement privé et une augmentation en dents de scie qui passe de 380 à 600 milliards du PIB réelle. En outre on note une hausse a rythme presque linéaire entre 600 et 1000 milliards sur la période de 15 à 27 du PIB réelle et une croissance de l'investissement privé. Enfin on remarque une reprise de l'investissement privé et du PIB réelle de 27 jusqu'en 31.

De cette étude comparée, il ressort que l'investissement privé est un facteur déterminant de la croissance économique. Cette appréciation semble être grossière par conséquent une étude de corrélation viendra confirmer

Graphique 4 : Etude comparative de l'investissement privé IP et de l'investissement public IG



L'analyse de l'IP et l'IG dans le graphique 4 permet de constater que l'IP est légèrement supérieur à l'IG. Donc l'investissement privé est le moteur de la croissance économique au Bénin

2.2. Résultats de l'analyse économétrique

Dans cette partie nous procédons aux différents tests diagnostic sur les variables de l'équation pour la vérification des hypothèses.

2.2.1. Synthèse des résultats du test de stationnarité des séries

Afin de déterminer la stationnarité des variables, le test de Dickey-Fuller Augmenté a été appliqué aux différentes variables du modèle afin de déterminer l'ordre d'intégration de celles-ci. Les résultats de ce test sont consignés dans le tableau ci-dessous et les détails relatifs à ce test figurent dans l'annexe.

Tableau 2 : Synthèse des résultats des tests de stationnarité à niveau

Variabes	Statistique ADF	Valeurs critique (5%)	Résultats
LPIBr	0.903307	-1.952910	Non stationnaire
LIP	-2.898864	-3.568379	Non stationnaire
LIG	-2.176812	-3.568379	Non stationnaire
LSDE	1.190472	-1.952473	Non stationnaire
LPOP	2.734819	-3.603202	Non stationnaire
LDO	-2.792955	-3.580623	Non stationnaire

Source : Nos estimations sur EViews 7.0

Les résultats des tests de stationnarité permettent de conclure que les variables LPIB, LIP, LIG, LSDE, LPOP et LDO sont tous non stationnaires à niveau car la valeur calculée de la t-statistic de Dickey-Fuller Augmenté en valeur absolue associée à chaque variable est inférieure à celle tabulée en valeur absolue au seuil de 5%. On en déduit que les variables ne sont pas intégrées d'ordre 0. Les variables sont donc probablement intégrées d'ordre 1. L'examen de l'ordre d'intégration des variables se poursuit en différence première et les résultats sont fournis par le tableau 3 suivant :

Tableau 3 : Synthèse des résultats des tests de stationnarité en différence première

Variables	Statistique ADF	Valeurs critique (5%)	Résultats
LPIBr	-2.444430	-1.953858	Stationnaire
LIP	-6.504347	-2.967767	Stationnaire
LIG	-5.380923	-2.967767	Stationnaire
LSDE	-4.708096	-1.952910	Stationnaire
LPOP	-2.632544	-1.952910	Stationnaire
LDO	-5.573226	-1.952910	Stationnaire

Source : Nos estimations sur EVIEWS 7.0

Les résultats des tests de racine unitaire en différence première montrent que toutes les variables sont stationnaires en différence première ($|ADF| > |Valeur\ critique\ de\ Mackinnon|$ au seuil de 5%) ; ce qui autorise en effet l'étude de la cointégration à partir de ces variables. Ainsi, on peut procéder à la construction du modèle à correction d'erreur (MCE) encore appelé « modèles à correction d'équilibre » déduit de la relation de long terme (1) au cas où le test de cointégration serait satisfaisant.

L'estimation des MCE donne les élasticités aussi bien de court terme que de long terme des variables du modèle, permettant de juger directement du degré de liaison causale entre les variables explicatives et la variable indépendante.

2.2.2. Présentation des résultats du test de cointégration des variables

Le test de cointégration est effectué à partir du résidu de l'équation (4). L'équation (4) est estimée par les MCO (voir annexe1) et sur le résidu est appliqué le test de racine unitaire.

L'hypothèse de cointégration des variables est acceptée si le résidu est stationnaire. Le tableau 4 suivant rend compte des résultats du test de racine unitaire appliqué sur le résidu.

Tableau 4 : Résultat du test de cointégration

Variabes	Statistique ADF	Valeurs critique (5%)	Résultats
Résidu de l'équation (4)	-4.551035	-1.952473	Stationnaire

Source : Nos estimations sur EViews 7.0

Le résidu étant stationnaire, il convient d'estimer la relation entre les variables à travers un Modèle à Correction d'Erreur (MCE) par la méthode d'Engle et Granger.

2.2.2.1. Estimation du modèle de long terme et du modèle à correction d'erreur et résultats des tests réalisés

❖ **Estimation du modèle à long terme**

Le modèle à correction d'erreur présente une propriété remarquable qui a été démontrée par Granger en 1983. Un ensemble de variables cointégrées peut être mis sous forme d'un MCE dont toutes les variables sont non stationnaires et dont les coefficients peuvent être estimés par les méthodes de l'économétrie classique sans risque de corrélations fortuites.

Il existe dans la littérature deux types de modèle à correction d'erreur :

- MCE à la Hendry qui est une méthode à une seule étape.
- MCE à la Engle- Granger qui est une méthode en deux étapes.

Nous utiliserons le MCE à la Engle-Granger pour notre étude.

- Méthode à la Engle-Granger

Cette méthode se fait en deux étapes :

Etape 1 : On estime la relation de long terme par la méthode des Moindre Carré Ordinaire (MCO). Ce qui permet d'avoir des élasticités de long terme du modèle et d'extraire la série des résidus qui sera utilisée dans l'étape 2.

$$LPIB = \alpha_0 + \alpha_1 LIP + \alpha_2 LIG + \alpha_3 LSDE + \alpha_4 LPOP + \alpha_5 LDO \quad (\text{équation 4})$$

Etape 2: On estime la relation du modèle dynamique (court terme) par la MCO

$$D(LPIB) = \alpha_0 + \alpha_1 D(LIP) + \alpha_2 D(LIG) + \alpha_3 D(LSDE) + \alpha_4 D(LPOP) + \alpha_5 D(LDO) + \alpha_6 \text{Résidu} \quad (-1)$$

La validité des MCE est liée au signe du coefficient d'erreur α_6 qui doit être négatif et significatif c'est-à-dire statistiquement différent de zéro. Les élasticités de court terme sont représentées par les coefficients du modèle dynamique tandis que celles de long terme sont données par le résultat de l'estimation de l'équation de long terme.

Tableau 5 : Résultats de l'estimation de la relation de long terme.

Variabes	Coefficient	Probabilité	Significativité des variables
LPIB	0,989498	0,653121	Significatif
LIP	0. 0101092	0.0470	Significatif
LIG	0.093091	0.0001	Significatif
LSDE	0.013282	0.3611	Non Significatif
LPOP	0.195301	0.0007	Significatif
LDO	-0.016762	0.7631	Non Significatif
C	3.762277	0.0000	Significatif

Source : Nos estimations sur EVIEWS 7.0

$R^2=0,98$ $R^2_{ajusté} = 0,98$ $DW=1,64$ $Prob(F\text{-statistic})=0,000000$ $N=31$ observations

➤ **Tests de validation du modèle de long terme**

✓ Qualité de la régression

L'analyse du tableau 5 montre que le coefficient de détermination $R^2= 0,989498$ indique que la qualité de la régression du modèle de long terme est bonne. C'est-à-dire que les variations du Produit Intérieur Brut (PIB) béninois sont expliquées à 98,94% par les variables explicatives du modèle.

✓ Test de normalité : Test de JarqueBera (1984)

Le test de normalité de JarqueBera permet de savoir si les erreurs du modèle suivent une loi normale ou non. La valeur de la probabilité ($prob=0,653121$ annexe) attachée à la statistique de cette étude est supérieure à 5%. Alors les erreurs du modèle suivent une loi normale.

✓ Test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey

L'application du test de Breusch-Godfrey à l'ordre 2 nous donne une probabilité égale à $0,8439 > 5\%$, on conclut donc qu'il y a non autocorrélation des erreurs.

✓ Etude de la significativité globale du modèle

Le modèle est globalement significatif car la probabilité de la statistique de Fischer est égale à 0,000000, inférieure à 5%.

✓ Test d'hétéroscédasticité de White

Le test d'hétéroscédasticité est utile dans la mesure où il permet de détecter et de corriger l'hétéroscédasticité des erreurs. Ce test permet de savoir si la variance conditionnelle du terme d'erreur est une constance ou non.

Le résultat du test montre que la probabilité de la statistique de Fischer (0,9728) est supérieure à 5%. Les erreurs sont donc homoscédastiques.

✓ Test d'omission des variables de Ramsey

Le test d'omission de Ramsey permet de savoir si le modèle souffre d'omission de variables importantes. Le résultat du test révèle que la probabilité de la statistique de Fischer (0,2120) est supérieure à 5%. Le modèle de long terme ne souffre donc pas d'omission de variables importantes.

✓ Test de Stabilité des variables

La stabilité du modèle de long terme est testée à l'aide du test de CUSUM et CUSUM carré. Ce test montre que les courbes de stabilité de CUSUM et CUSUM carré ne coupent pas le corridor. Nous pouvons conclure respectivement que le modèle est structurellement et ponctuellement stable pour ces tests.

❖ **Estimation du modèle de court terme**

Les résultats de l'estimation du Modèle à Correction d'Erreur (MCE) sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 6 : Résultats de l'estimation du MCE

Variables	Coefficient	Probabilité	Significativité des variables
PIB _t	0,770079	0,000002	Significatif
LIP	0.039201	0.0166	Significatif
LIG	0.020654	0.0190	Significatif
LSDE	-0.001238	0.0232	Significatif

CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

LPOP	0.023269	0.0026	Significatif
LDO	0.064086	0.0222	Significatif
RESID01(-1)	-0.935135	0.0000	Significatif
C	0.015254	0.0612	Non Significatif

Source : Nos estimations sur EViews 7.0

$R^2=0,77$ R^2 ajusté = 0,77 DW=2,08 Prob(F-statistic)=0,000002 N=31 observations

➤ Tests de validation du modèle de long terme

L'analyse de ce tableau révèle que le coefficient de la force de rappel résidu (-1) à l'équilibre est négatif (-0,852991) et significatif à 5% et est compris entre -1 et 0. Donc le modèle de court terme est validé.

✓ Qualité de la régression

Le coefficient de régression $R^2=0,770079$ montre que la qualité de la régression est bonne. Ce qui traduit que le PIB réel est expliqué à 77,00% par les variables explicatives du modèle. De plus, la probabilité de la statistique de Fischer est (0,000002) inférieure à 5%. Donc le modèle de court terme est globalement significatif.

✓ Test de normalité : Test de JarqueBera (1984)

Le test de normalité de JarqueBera permet de savoir si les erreurs du modèle suivent une loi normale ou non. La valeur de la probabilité (prob=0,288773 annexe 1) attachée à la statistique de cette étude est supérieure à 5%. Alors les erreurs du modèle suivent une loi normale.

✓ Test d'autocorrelation de Breusch-Godfrey

L'application du test de Breusch-Godfrey à l'ordre 2 nous donne une probabilité égale à 0,1670 > 5%, on conclut donc qu'il y a non autocorrélation des erreurs.

✓ Test d'hétéroscédasticité de White

Le test d'hétéroscédasticité est utile dans la mesure où il permet de détecter et de corriger l'hétéroscédasticité des erreurs. Ce test permet de savoir si la variance conditionnelle du terme d'erreur est une constance ou non.

Le résultat du test montre que la probabilité de la statistique de Fischer (0,1284) est supérieure à 5%. Les erreurs sont donc homoscédastiques.

✓ Test d'omission des variables de Ramsey

Le test d'omission de Ramsey permet de savoir si le modèle souffre d'omission de variables importantes. Le résultat du test révèle que la probabilité de la statistique de Fischer

(0,7798) est supérieure à 5%. Le modèle de long terme ne souffre donc pas d'omission de variables importantes.

✓ Test de Stabilité des variables

La stabilité du modèle de long terme est testée à l'aide du test de CUSUM et CUSUM carré. Ce test montre que les courbes de stabilité de CUSUM et CUSUM carré ne coupent pas le corridor. Nous pouvons conclure respectivement que le modèle est structurellement et ponctuellement stable pour ces tests.

Paragraphe 2 : Analyse économique des résultats et vérification des hypothèses

2.3. Analyse économique des résultats

2.3.1. Analyse et interprétation des résultats

Les résultats observés au niveau des tests de validation du modèle permettent de faire des analyses.

A court terme et à long terme l'investissement privé explique positivement et de façon significativement le PIB réel au Bénin. Cette relation confirme l'effet positif prédit de l'investissement privé sur le Produit Intérieur Brut réel. Une augmentation de 1% de l'investissement privé entraîne une augmentation de 0,039% du PIB à court terme et à long terme on observe une augmentation de 0,101% du PIB. En effet, l'investissement privé est un facteur de croissance, tant pour l'école néoclassique que pour la théorie keynésienne. De plus, il est susceptible d'engendrer, conformément aux résultats récents des modèles de croissance endogène (Guellec et Ralle, 1997), des effets d'externalités. L'investissement d'une entreprise permet à cette dernière d'accroître non seulement sa propre production, mais aussi celle des autres entreprises, du fait des externalités technologiques qu'il engendre. Des études empiriques relatives aux économies africaines (Odjo et Oshikoya, 1995 ; Ghura et Hadjimichael, 1996), ont ainsi mis en évidence l'existence d'une relation positive entre l'investissement et la croissance du Produit Intérieur Brut par tête.

A long terme, l'investissement privé et l'investissement public ont eu leur signe attendus et sont significatifs ; leurs élasticités sont respectivement (0,101 et 0,093). Ce qui veut dire qu'une augmentation de 1% de chacune des variables entraîne une augmentation de 0,101% du PIB pour l'investissement privé et 0,093% du PIB pour l'investissement public.

Quant au service de la dette extérieure, il est non significatif à long terme. Par contre il est resté significative à court terme. Il aurait exercé sur le PIB un impact positif dans le court terme et un impact négatif dans le long terme.

A long terme, l'effectif de la population a un impact positif et significatif sur le PIB. Une augmentation de 1% de l'effectif de la population entraîne une augmentation de 0,195% de la richesse nationale. Cette relation positive et significative entre l'effectif de la population et le PIB s'explique selon l'économiste Kremer par le fait que la croissance démographique mondiale est le principal facteur de la prospérité économique : selon lui s'il y a plus de personnes, il y aura plus de scientifiques, d'inventeurs et d'ingénieurs qui contribueront à l'innovation et au progrès technologiques.

A court terme le degré d'ouverture est significatif et d'élasticité (0,064%) ce qui suppose qu'une augmentation de 1% du degré d'ouverture entraîne une augmentation de 0,064% du PIB réel. Tandis qu'à long terme, le degré d'ouverture est non significatif, une augmentation de 1% du degré d'ouverture entraîne une diminution de 0,016% du PIB réel.

Nous constatons qu'à long terme, les variables telles que l'investissement privé, l'investissement public et la population totale qui sont d'ailleurs les variables clés du modèle, ont une influence très importante sur le PIB. Ceci s'explique par le fait que l'investissement privé et public sont des éléments importants dans le processus de croissance et de développement d'une nation. La significativité de la population se justifie par le fait que le Bénin dispose d'une population assez jeune capable d'apporter la valeur ajoutée à une croissance soutenue et durable.

2.3.2. Interprétation du coefficient à correction d'erreur

On constate que le coefficient associé à la force de rappel est significativement négatif (-0,935135) au seuil de 5% (la probabilité associée est inférieure à 0,05). Il existe donc bien un mécanisme à correction d'erreur ; à long terme, les déséquilibres entre le niveau général de l'investissement privé, de l'investissement public, du service de la dette extérieur, de la population totale, du degré d'ouverture et celui du PIB réel se compensent de telle sorte que les six séries ont des évolutions similaires.

On arrive à ajuster 93,51% du déséquilibre entre le niveau désiré et le niveau effectif du niveau général du PIB. Ainsi, les chocs sur le niveau général de la croissance économique au Bénin se déroberont après $1/0,935135$ années soit 1 an 25 jours. En d'autres termes, il s'agit du délai d'ajustement, c'est-à-dire le temps nécessaire pour garantir un retour à l'équilibre.

2.4.Vérification des hypothèses

Au terme des résultats de nos estimations, il est impératif de vérifier les hypothèses que nous avons formulées au début de cette étude.

Hypothèse 1

Selon la première hypothèse, l'investissement privé a eu un impact positif et significatif sur la croissance du PIB au Bénin. Les résultats des estimations révèlent aussi bien à court terme qu'à long terme l'augmentation de l'investissement privé induit une augmentation de la croissance économique. La significativité de l'investissement privé et son influence positif sur le PIB nous amène à conclure que l'investissement privé a un impact positif et significatif sur la croissance du PIB au Bénin. D'où l'hypothèse 1 est aussi vérifiée.

Hypothèse 2

Dans le but de comparer l'impact de l'investissement privé et publique par rapport à la croissance du PIB au Bénin, nous avons utilisé l'analyse économétrique où l'élasticité de l'investissement privé est supérieur à celle de l'investissement public ce qui montre que la contribution de l'investissement privé est plus importante que celle de l'investissement public d'où l'hypothèse 2 est vérifiée.

RECOMMANDATIONS

L'analyse de nos résultats nous permet de conclure que l'investissement privé a un impact significatif sur la croissance économique. L'étude des variables explicatives du Produit Intérieur Brut (PIB) au Bénin nous permet de formuler les politiques qui, par leur adoption pourront renforcer la qualité de la richesse nationale.

Au nombre de ces recommandations nous pouvons citer :

- La reconstruction d'une administration moderne et efficace au service de l'intérêt général et du développement du secteur privé.
- Développer les infrastructures de qualité nécessaire à l'accroissement de l'investissement privé.
- Promouvoir l'investissement surtout l'investissement privé en instaurant un climat attractif aux investisseurs nationaux qu'internationaux.
- Promouvoir la transparence et l'efficacité de l'administration fiscale et principalement améliorer leur taux d'imposition.
- Assainir le cadre macroéconomique.

- Reformier le système financier pour un meilleur financement de l'investissement privé.
- Respecter les principes de bonne gouvernance et dialogue réel entre l'Etat et les acteurs privés.
- Planifier les besoins en matière de l'investissement et identifier les projets rentables auxquels le secteur privé pourrait être associé.
- Expérimenter davantage les Partenariats Publiques Privés (PPP). En effet, un recours aux capitaux privés réduit le besoin d'endettement public.

CONCLUSION

CONCLUSION

La présente étude s'est intéressée à l'analyse de l'impact de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin. Elle s'est essentiellement appliquée à vérifier si l'investissement privé peut être considéré comme source de croissance du Produit Intérieur Brut en valeur réelle. Pour y parvenir, nous avons procédé à l'estimation économétrique d'un modèle économétrique dont le modèle de base qui a retenu notre attention est celui de COBB-DOUGLASS dont la spécification a été de linéariser le modèle en considérant l'Investissement Privé (IP), l'investissement public (IG), le Service de la Dette Extérieure (SDE), la population totale (POP) et le Degré d'Ouverture (DO) comme les variables explicatives et le PIB réel comme la production en utilisant les séries temporelles entre 1984 et 2014.

En premier lieu, nous avons procédé au test de diagnostic. L'ordre des variables a d'abord été déterminé, à l'aide des tests de Dickey-Fuller Augmenté(ADF) ; les résultats de ce test ont montré que toutes les variables sont stationnaires en différence première. Aussi est-il effectué l'étude de la présence de cointégration avec le test de stationnarité des résidus qui a permis d'écrire un modèle de long terme et un modèle de court terme.

Nous avons procédé en deuxième lieu au test de validation du modèle. Il s'agit des tests de significativité globale de Fischer, de la qualité de la régression, de Ramsey, d'autocorrelation de Breusch-Godfrey, d'hétéroscédasticité de White, de CUSUM et de CUSUM carré et de normalité de Jarque- Bera

Les résultats de ces tests ont montré que le modèle est globalement significatif, la qualité de la régression est relativement bonne, que le modèle ne souffre d'omission de variables importantes, d'autocorrelation de Breusch-Godfrey, que les erreurs sont homoscédastiques, que le modèle témoigne d'une stabilité et que les erreurs suivent une loi normale. Il ressort de notre estimation que trois (03) variables sont significatives dans le modèle de long terme à savoir l'investissement privé, l'investissement public, la population totale et toutes les variables sont significatives dans le modèle de court terme.

Au regard de ces résultats, les autorités politiques de notre pays se doivent d'appliquer des politiques plus efficaces afin de mettre l'accent sur les investissements notamment l'investissement privé qui contribue largement à augmenter la richesse nationale, de façon à garantir un espace économique meilleur.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AWEKPON H. et MAMADOU A. N. (2012) « Analyse des déterminants de l'investissement pour une croissance durable dans l'UEMOA : Cas du Bénin » mémoire de licence FASEG-UAC page 72.

BANQUE MONDIALE (2005) BENIN, « Une évaluation des climats des investissements »

BERNIER B. et SIMON Y. (1998) « Initiation à la macroéconomie. » 7^{ième} édition, Dunod, Paris.

DOUCOURE B. F. (2007) Méthodes économétriques + programmes : Cours- application Corrigés-logiciel Eviews, Stata et SPSS; Université de Cocody

EDJO A. et ALONMADON P. (2012) « Impact de l'Aide Publique au Développement sur la croissance économique au Bénin » mémoire de licence FASEG-UAC, page 53

KASSE M. (2010), Economie du développement, Référence africaine. Théories économiques et sous-développement. Tome 1. Dakar- Sénégal

LECAILLON J. et LAFAY J. (1994) Analyse macroéconomique, édition CUJAS, page 203

Lexique d'économie (2008), 10^e édition DALLOZ

LOUPEDA A. G. S. (2009), Investissement privé et croissance économique au Bénin, mémoire de DEA, UAC.

LUCAS R.(1988) « On the mechanisms of Economics Growth » Journal of Monetary Economies, Vol 22, n°1 pp 3 - 42.

PERROUX F. (19^{ième} siècle) L'économie du XX^{ème} siècle pp558-559 PUF

ROMER P. M. (1986), "Increasing Return and long-term Growth" Journal of Political Economy, Vol 94, n°5

SACHS et WARNER (1996), "Sources of show growth in African economies, Journal of economies perspectives"

SAMAKE (2008) « L'impact des investissements public et privé sur la croissance au Bénin »

SMITH A (1776), Recherche sur la nature et les causes des richesses des nations.

SOKOME J. et SOKPON A. J (2009) « Contribution de l'investissement privé à la croissance économique au Bénin » mémoire de maîtrise FASEG-UAC page 113.

TENOU K. (1999) « Les déterminants de la croissance à long terme dans les pays de l'UEMOA », Notes d'Information et Statistiques, Etudes et Recherches n°493, BCEAO

TOKANNOU H. M. et ZOSSOU F. M. F. (2010) « impact de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin » mémoire de maîtrise FASEG-UAC page 71.

VILLIEU P. (2000) Macroéconomie « L'investissement

ANNEXES

Annexe 1 : Résultats d'estimation

❖ **Test de stationnarité à niveau**

LPIB

NullHypothesis: LPIBR has a unit root
 Exogenous: None
 LagLength: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	0.903307	1.0000
Test critical values:		
1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIBR)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/15 Time: 16:15
 Sample (adjusted): 1986 2014
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIBR(-1)	0.001768	0.000361	4.903307	0.0000
D(LPIBR(-1))	-0.254672	0.184611	-1.379503	0.1791
R-squared	0.065736	Meandependent var		0.016512
Adjusted R-squared	0.031134	S.D. dependent var		0.015595
S.E. of regression	0.015350	Akaike info criterion		-5.448884
Sumsquaredresid	0.006362	Schwarz criterion		-5.354587
Log likelihood	81.00881	Hannan-Quinn criter.		-5.419351
Durbin-Watson stat	2.060091			

LIP

NullHypothesis: LIP has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-2.898864	0.1769
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LIP)

Method: Least Squares

Date: 04/18/15 Time: 16:19

Sample (adjusted): 1985 2014

Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIP(-1)	-0.490939	0.169356	-2.898864	0.0074
C	11.89264	4.087553	2.909476	0.0072
@TREND(1984)	0.019646	0.007071	2.778576	0.0098
R-squared	0.238933	Meandependent var		0.037438
Adjusted R-squared	0.182557	S.D. dependent var		0.077389
S.E. of regression	0.069969	Akaike info criterion		-2.386876
Sumsquaredresid	0.132185	Schwarz criterion		-2.246756
Log likelihood	38.80314	Hannan-Quinn criter.		-2.342051
F-statistic	4.238243	Durbin-Watson stat		1.908323
Prob(F-statistic)	0.025073			

LIG

NullHypothesis: LIG has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-2.176812	0.4846
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LIG)

Method: Least Squares

Date: 04/18/15 Time: 16:22

Sample (adjusted): 1985 2014

Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIG(-1)	-0.276569	0.127052	-2.176812	0.0384
C	6.444517	2.942711	2.189993	0.0373
@TREND(1984)	0.017977	0.008076	2.225966	0.0346
R-squared	0.155510	Meandependent var		0.055898

CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Adjusted R-squared	0.092956	S.D. dependent var	0.109941
S.E. of regression	0.104706	Akaike info criterion	-1.580678
Sumsquaredresid	0.296011	Schwarz criterion	-1.440558
Log likelihood	26.71017	Hannan-Quinn criter.	-1.535853
F-statistic	2.485985	Durbin-Watson stat	1.880178
Prob(F-statistic)	0.102100		

LSDE

NullHypothesis: LSDE has a unit root
 Exogenous: None
 LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	1.190472	0.9362
Test critical values:		
1% level	-2.644302	
5% level	-1.952473	
10% level	-1.610211	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LSDE)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/15 Time: 16:25
 Sample (adjusted): 1985 2014
 Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LSDE(-1)	0.002495	0.002096	1.190472	0.2435

R-squared	-0.003567	Meandependent var	0.045625
Adjusted R-squared	-0.003567	S.D. dependent var	0.202312
S.E. of regression	0.202672	Akaike info criterion	-0.321690
Sumsquaredresid	1.191203	Schwarz criterion	-0.274983
Log likelihood	5.825343	Hannan-Quinn criter.	-0.306748
Durbin-Watson stat	1.836928		

LPOP

NullHypothesis: LPOP has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 LagLength: 5 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	2.734819	1.0000
Test critical values:		
1% level	-4.374307	

CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDO(-1)	-1.296805	0.270565	-4.792955	0.0001
D(LDO(-1))	0.616757	0.200917	3.069705	0.0054
D(LDO(-2))	0.354886	0.193571	1.833364	0.0797
C	-0.656511	0.138643	-4.735268	0.0501
@TREND(1984)	0.006260	0.001819	3.441846	0.0322
R-squared	0.535910	Meandependent var		0.001611
Adjusted R-squared	0.455199	S.D. dependent var		0.077238
S.E. of regression	0.057010	Akaike info criterion		-2.730754
Sumsquaredresid	0.074753	Schwarz criterion		-2.492860
Log likelihood	43.23055	Hannan-Quinn criter.		-2.658027
F-statistic	6.639851	Durbin-Watson stat		2.155423
Prob(F-statistic)	0.001050			

❖ Test de stationnarité en différence première

LPIB

NullHypothesis: D(LPIBR) has a unit root
 Exogenous: None
 LagLength: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-2.444430	0.0355
Test critical values:		
1% level	-2.253401	
5% level	-1.953858	
10% level	-1.609571	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIBR,2)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/15 Time: 16:17
 Sample (adjusted): 1988 2014
 Included observations: 27 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIBR(-1))	-0.288648	0.199835	-1.444430	0.1615
D(LPIBR(-1),2)	-0.647700	0.213308	-3.036449	0.0057
D(LPIBR(-2),2)	-0.399495	0.202126	-1.976463	0.0597
R-squared	0.507195	Meandependent var		-2.89E-05
Adjusted R-squared	0.466128	S.D. dependent var		0.024972
S.E. of regression	0.018246	Akaike info criterion		-5.065269
Sumsquaredresid	0.007990	Schwarz criterion		-4.921287
Log likelihood	71.38113	Hannan-Quinn criter.		-5.022455
Durbin-Watson stat	2.135894			

CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

LIP

NullHypothesis: D(LIP) has a unit root
 Exogenous: Constant
 LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-6.504347	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.679322	
5% level	-2.967767	
10% level	-2.622989	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIP,2)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/15 Time: 16:21
 Sample (adjusted): 1986 2014
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LIP(-1))	-1.209968	0.186024	-6.504347	0.0000
C	0.043270	0.016019	2.701126	0.0118
R-squared	0.610426	Meandependent var		-0.002503
Adjusted R-squared	0.595998	S.D. dependent var		0.121924
S.E. of regression	0.077497	Akaike info criterion		-2.210695
Sumsquaredresid	0.162154	Schwarz criterion		-2.116399
Log likelihood	34.05508	Hannan-Quinn criter.		-2.181163
F-statistic	42.30654	Durbin-Watson stat		2.080106
Prob(F-statistic)	0.000001			

LIG

NullHypothesis: D(LIG) has a unit root
 Exogenous: Constant
 LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-5.380923	0.0001
Test critical values:		
1% level	-3.679322	
5% level	-2.967767	
10% level	-2.622989	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

AugmentedDickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIG,2)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/15 Time: 16:23
 Sample (adjusted): 1986 2014
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LIG(-1))	-1.109833	0.206253	-5.380923	0.0000
C	0.061510	0.024746	2.485654	0.0194
R-squared	0.517464	Meandependent var		-0.008933
Adjusted R-squared	0.499592	S.D. dependant var		0.159862
S.E. of regression	0.113086	Akaike info criterion		-1.454866
Sumsquaredresid	0.345288	Schwarz criterion		-1.360569
Log likelihood	23.09555	Hannan-Quinn criter.		-1.425333
F-statistic	28.95434	Durbin-Watson stat		1.895496
Prob(F-statistic)	0.000011			

LSDE

NullHypothesis: D(LSDE) has a unit root
 Exogenous: None
 LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-4.708096	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LSDE,2)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/15 Time: 16:24
 Sample (adjusted): 1986 2014
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LSDE(-1))	-0.878937	0.186686	-4.708096	0.0001
R-squared	0.441668	Meandependent var		-0.005013
Adjusted R-squared	0.441668	S.D. dependant var		0.279153
S.E. of regression	0.208588	Akaike info criterion		-0.263040
Sumsquaredresid	1.218248	Schwarz criterion		-0.215892

CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Log likelihood	4.814075	Hannan-Quinn criter.	-0.248273
Durbin-Watson stat	1.991140		

LPOP

NullHypothesis: D(LPOP) has a unit root
 Exogenous: None
 LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-2.632544	0.0247
Test critical values:		
1% level	-2.047120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPOP,2)
 Method: Least Squares
 Date: 04/18/15 Time: 16:30
 Sample (adjusted): 1986 2014
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPOP(-1))	-0.039997	0.038736	-1.032544	0.3107
R-squared	0.016901	Meandependent var		-0.000930
Adjusted R-squared	0.016901	S.D. dependent var		0.006604
S.E. of regression	0.006548	Akaike info criterion		-7.185320
Sumsquaredresid	0.001201	Schwarz criterion		-7.138172
Log likelihood	105.1871	Hannan-Quinn criter.		-7.170554
Durbin-Watson stat	1.952694			

LDO

NullHypothesis: D(LDO) has a unit root
 Exogenous: None
 LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-5.573226	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LDO,2)

Method: Least Squares

Date: 04/18/15 Time: 16:33

Sample (adjusted): 1986 2014

Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LDO(-1))	-1.052468	0.188844	-5.573226	0.0000
R-squared	0.525906	Meandependent var		0.000400
Adjusted R-squared	0.525906	S.D. dependant var		0.110640
S.E. of regression	0.076181	Akaike info criterion		-2.277538
Sumsquaredresid	0.162499	Schwarz criterion		-2.230390
Log likelihood	34.02431	Hannan-Quinn criter.		-2.262772
Durbin-Watson stat	2.016382			

❖ Estimation du modèle de long terme

Dependent Variable: LPIBR

Method: Least Squares

Date: 04/18/15 Time: 16:36

Sample: 1984 2014

Included observations: 31

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIP	0.101092	0.048385	2.089315	0.0470
LIG	0.093091	0.019982	4.658793	0.0001
LSDE	0.013282	0.014276	0.930395	0.3611
LPOP	0.195301	0.050479	3.868923	0.0007
LDO	-0.016762	0.055010	-0.304699	0.7631
C	3.762277	0.420800	8.940780	0.0000
R-squared	0.989498	Meandependent var		11.80676
Adjusted R-squared	0.987397	S.D. dependant var		0.150065
S.E. of regression	0.016847	Akaike info criterion		-5.157338
Sumsquaredresid	0.007095	Schwarz criterion		-4.879792
Log likelihood	85.93874	Hannan-Quinn criter.		-5.066865
F-statistic	471.0824	Durbin-Watson stat		1.644617
Prob(F-statistic)	0.000000			

❖ Test de validation du modèle de long terme

✓ Test de corrélation des séries

CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.170995	Prob. F(2,23)	0.8439
Obs*R-squared	0.454191	Prob. Chi-Square(2)	0.7968

✓ Test d'hétéroscasticité

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	0.361993	Prob. F(16,14)	0.9728
Obs*R-squared	9.071830	Prob. Chi-Square(16)	0.9104
Scaled explained SS	5.532041	Prob. Chi-Square(16)	0.9924

✓ Test de ramsey

Ramsey RESET Test

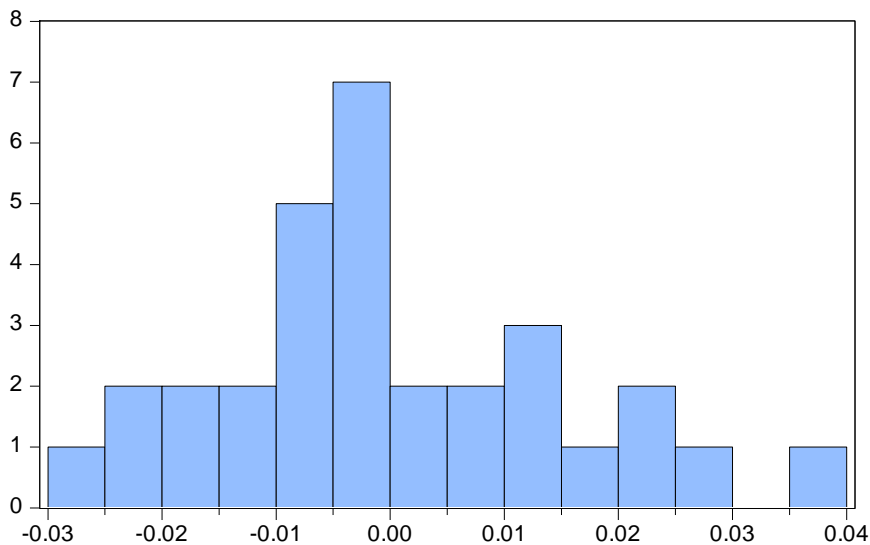
Equation: UNTITLED

Specification: LPIBR LIP LIG LSDE LPOP LDO C

Omitted Variables: Squares of fitted values

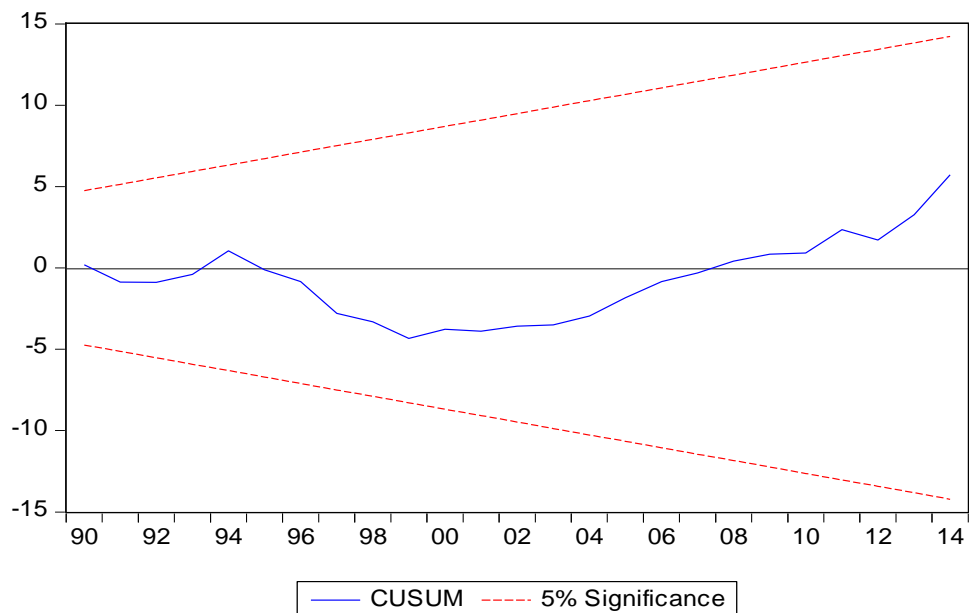
	Value	df	Probability
t-statistic	1.282353	24	0.2120
F-statistic	1.644430	(1, 24)	0.2120
Likelihood ratio	2.054449	1	0.1518

✓ Test de normalité des erreurs

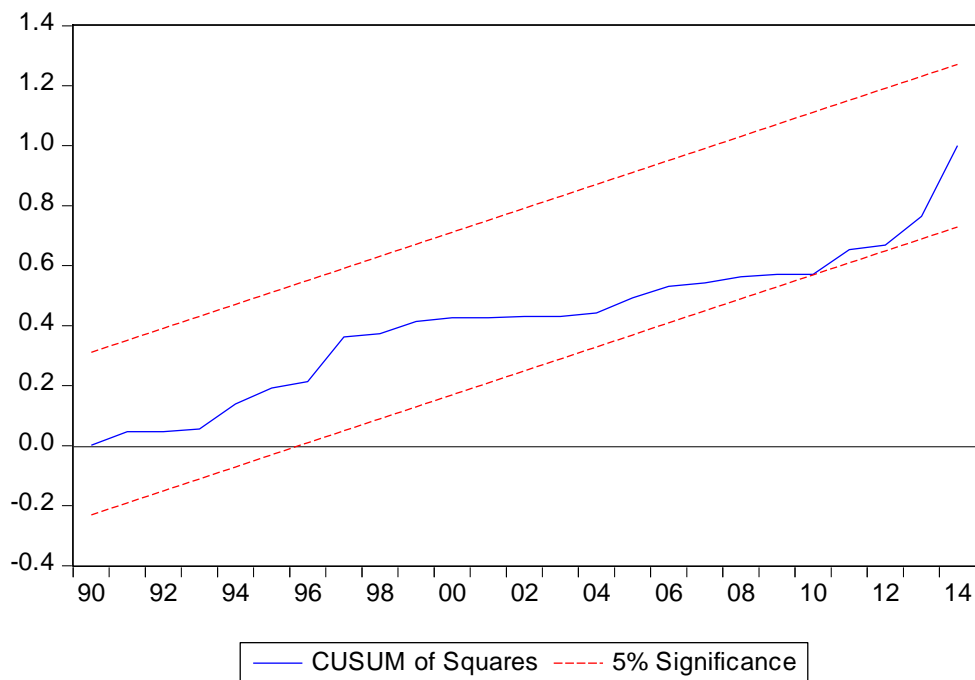


Series: Residuals	
Sample 1984 2014	
Observations 31	
Mean	1.63e-15
Median	-0.001192
Maximum	0.037951
Minimum	-0.028726
Std. Dev.	0.015379
Skewness	0.401262
Kurtosis	2.875270
Jarque-Bera	0.851984
Probability	0.653121

✓ **Test de cusum**



✓ **Test de cusum carré**



❖ **Test de stationnarité du résidu en niveau**

NullHypothesis: RESID01 has a unit root
Exogenous: None
LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-4.551035	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.644302	
5% level	-1.952473	
10% level	-1.610211	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(RESID01)

Method: Least Squares

Date: 04/18/15 Time: 16:42

Sample (adjusted): 1985 2014

Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RESID01(-1)	-0.927213	0.203737	-4.551035	0.0001
R-squared	0.411736	Meandependent var		0.001801
Adjusted R-squared	0.411736	S.D. dependent var		0.019976
S.E. of regression	0.015321	Akaike info criterion		-5.486420
Sumsquaredresid	0.006807	Schwarz criterion		-5.439713
Log likelihood	83.29629	Hannan-Quinn criter.		-5.471478
Durbin-Watson stat	1.846974			

❖ Estimation du modèle de court terme

Dependent Variable: DLPIBR

Method: Least Squares

Date: 04/18/15 Time: 16:44

Sample (adjusted): 1985 2014

Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLIP	-0.039201	0.024040	-2.630625	0.0166
DLIG	0.020654	0.014190	2.455545	0.0190
DLSDE	-0.001238	0.008332	-2.148601	0.0232
DLPOP	0.023269	0.132966	3.175001	0.0026
DLDO	0.064086	0.026125	2.453110	0.0222
RESID01(-1)	-0.935135	0.111881	-8.358286	0.0000
C	0.015254	0.004129	1.694237	0.0612
R-squared	0.770079	Meandependent var		0.016926
Adjusted R-squared	0.710099	S.D. dependent var		0.015490
S.E. of regression	0.008340	Akaike info criterion		-6.534468
Sumsquaredresid	0.001600	Schwarz criterion		-6.207522
Log likelihood	105.0170	Hannan-Quinn criter.		-6.429875
F-statistic	12.83903	Durbin-Watson stat		2.089029
Prob(F-statistic)	0.000002			

❖ Test de validation du modèle de court terme

✓ **Test de corrélation des séries**

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	1.951225	Prob. F(2,21)	0.1670
Obs*R-squared	4.701285	Prob. Chi-Square(2)	0.0953

✓ **Test d'hétéroscasticité**

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	7.239553	Prob. F(27,2)	0.1284
Obs*R-squared	29.69615	Prob. Chi-Square(27)	0.3280
Scaledexplained SS	26.87547	Prob. Chi-Square(27)	0.4705

✓ **Test de ramsey**

Ramsey RESET Test

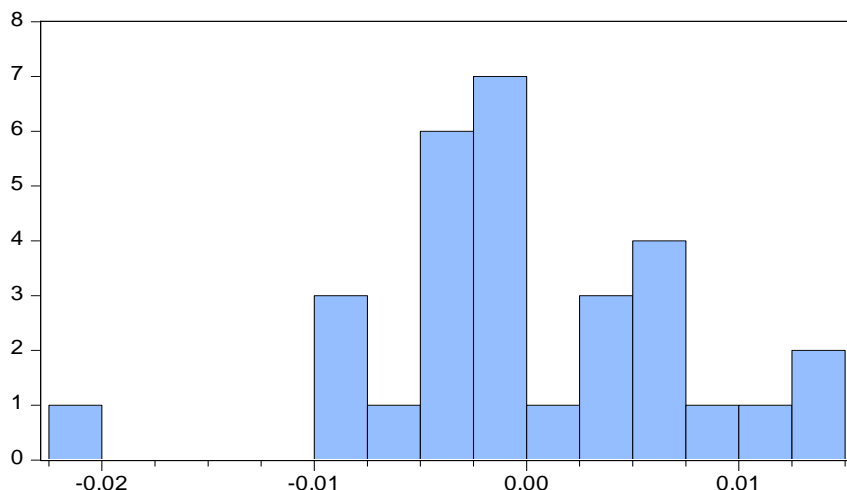
Equation: UNTITLED

Specification: DLPIBR DLIP DLIG DLSDE DLPOP DLDO RESID01(-1) C

Omitted Variables: Squares of fitted values

	Value	df	Probability
t-statistic	0.283005	22	0.7798
F-statistic	0.080092	(1, 22)	0.7798
Likelihood ratio	0.109017	1	0.7413

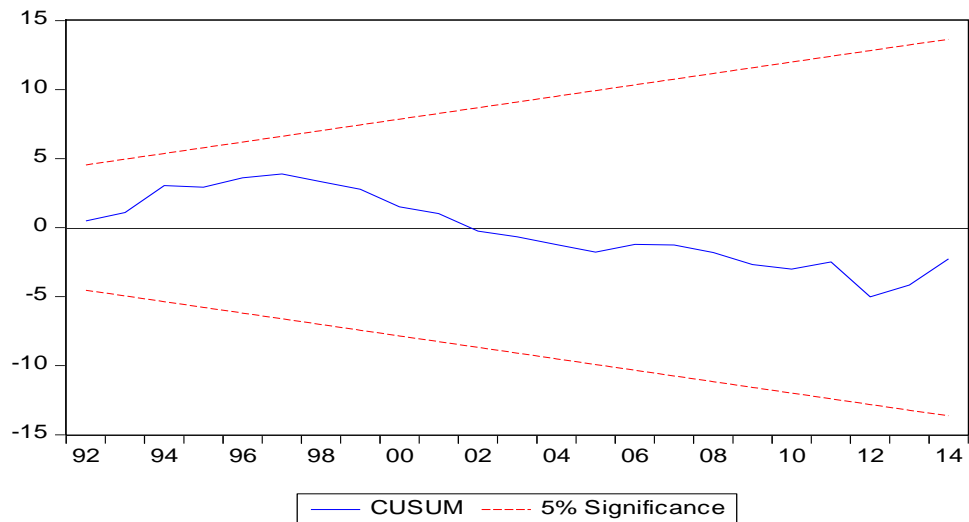
✓ **Test de normalité des erreurs**



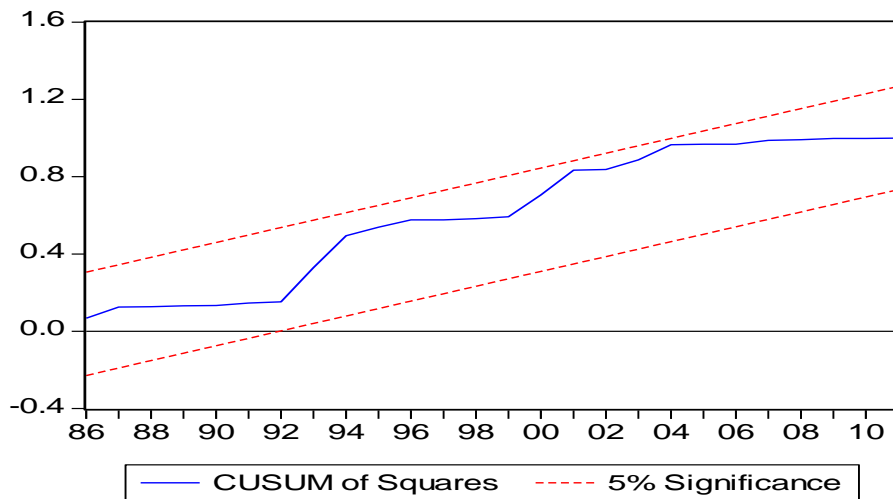
Series: Residuals	
Sample 1985 2014	
Observations 30	
Mean	-2.26e-18
Median	-0.000454
Maximum	0.013423
Minimum	-0.021972
Std. Dev.	0.007428
Skewness	-0.453371
Kurtosis	4.079447
Jarque-Bera	2.484232
Probability	0.288773

✓ **Test de cusum**

CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE



❖ Test de cusum carré



CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Annexe 2: Données de l'étude

Année	PIBr	IP	IG	SDE	POP	DO
1984	358 040 000 000	32210000000	14200000000	20184000	3709188	0,621
1985	382 690 000 000	35550000000	15620000000	22609000	3832714	0,623
1986	421 440 000 000	39710000000	17530000000	25066000	3965424	0,65
1987	433 560 000 000	35100000000	15640000000	32955000	4105162	0,629
1988	416 370 000 000	37850000000	17010000000	47332000	4248835	0,61
1989	454 230 000 000	41190000000	18180000000	49058000	4394398	0,612
1990	491 660 000 000	42660000000	18280000000	61808000	4540417	0,623
1991	502 330 000 000	42190000000	18160000000	40708000	4687997	0,639
1992	493 800 000 000	43180000000	19570000000	28212000	4840647	0,644
1993	513 270 000 000	41980000000	19810000000	25907000	5003324	0,645
1994	498 960 000 000	40160000000	19020000000	38121000	5179268	0,512
1995	517 580 000 000	46610000000	18400000000	30199000	5370437	0,6
1996	539 450 000 000	50980000000	18270000000	28047000	5574905	0,7
1997	555 400 000 000	52070000000	22930000000	32057000	5787358	0,731
1998	587 820 000 000	45730000000	27750000000	41134000	6000294	0,677
1999	599 700 000 000	53560000000	31260000000	49764000	6208576	0,651
2000	635 950 000 000	53970000000	27780000000	45680000	6409936	0,581
2001	663 450 000 000	65530000000	32160000000	55111000	6606706	0,607
2002	701 500 000 000	70690000000	26590000000	60940000	6803940	0,645
2003	729 280 000 000	74070000000	30480000000	70080000	7009023	0,706
2004	768 240 000 000	72590000000	40330000000	75446000	7227219	0,715
2005	805 580 000 000	76360000000	45020000000	49662000	7460067	0,698
2006	855 920 000 000	79730000000	50760000000	58463000	7705654	0,692
2007	893 760 000 000	87370000000	54860000000	60046000	7961594	0,707
2008	928 460 000 000	84170000000	60340000000	63519000	8224097	0,659
2009	957 430 000 000	88130000000	62170000000	69035000	8490301	0,689
2010	984 860 000 000	93140000000	64670000000	82763000	8759655	0,654
2011	1 069 100 000 000	99350000000	67920000000	82763000	8759655	0,691
2012	1 021 820 000 000	1,08E+11	73560000000	82763000	8759655	0,716
2013	1 122 470 000 000	96480000000	89470000000	81905000	8692317	0,67
2014	1 152 680 000 000	99030000000	75957000000	79331000	8742820	0,68

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT-----	i
DEDICACE I-----	ii
DEDICACE II-----	iii
Pacôme Z. KPONOUKON-----	iii
REMERCIEMENTS-----	iv
SIGLES ET ABREVIATIONS-----	v
LISTE DES TABLEAUX-----	vi
LISTE DES GRAPHIQUES-----	vii
SOMMAIRE-----	viii
INTRODUCTION-----	1
INTRODUCTION-----	2
CHAPITRE I-----	4
CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE ET INSTITUTIONNEL DE STAGE.-----	5
SECTION I: CADRE INSTITUTIONNEL DE STAGE-----	5
1.1. Historique et missions de la DGTCP-----	5
1.2. Organisation et Fonctionnement-----	8
1.3. Contexte et déroulement du stage-----	13
Paragraphe 1 : Problématique, Objectifs et hypothèses de recherche-----	16
1.1. Problématique-----	16
1.2. Objectifs et Hypothèses de recherche-----	18
1.2.1. Objectifs-----	18
1.2.2. Hypothèses-----	18
Paragraphe 2 : la revue de littérature-----	18
2.1. Clarification et évolution de la notion de l'investissement privé-----	19
2.2. Approche théorique et les faits empiriques de l'investissement privé et son impact sur la croissance économique.-----	21
CHAPITRE II: CADRE METHODOLOGIQUE, PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS-----	27
SECTION I : CADRE METHODOLOGIQUE-----	27
Paragraphe 1 : Méthodes d'analyse-----	27

1.1. Modèle conceptuel-----	27
1.2. Procédure d'estimation -----	29
Paragraphe 2 : Nature et sources des données -----	33
SECTION II : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS -----	33
Paragraphe 1 : Présentation des résultats-----	33
2.1. Résultats de l'analyse descriptive-----	34
2.2. Résultats de l'analyse économétrique -----	37
2.2.1. Synthèse des résultats du test de stationnarité des séries -----	37
2.2.2. Présentation des résultats du test de cointégration des variables-----	38
2.2.2.1. Estimation du modèle de long terme et du modèle à correction d'erreur et résultats des tests résultats réalisés -----	39
2.3. Analyse économique des résultats-----	43
2.3.1. Analyse et interprétation des résultats-----	43
2.3.2. Interprétation du coefficient à correction d'erreur -----	44
2.4. Vérification des hypothèses -----	45
RECOMMANDATIONS -----	45
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES-----	49
ANNEXES -----	A
TABLE DES MATIERES -----	Q